

30 janvier 2026 (mise à jour)

Langue de l'original : français

COI FOCUS

BURKINA FASO

Situation sécuritaire

Disclaimer:

Ce document COI a été rédigé, conformément aux [lignes directrices de l'Union européenne](#) pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) et aux dispositions légales en vigueur, par le département de recherche d'information sur les pays d'origine (Cedoca) du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA). Il vise à fournir des informations pour le traitement des demandes individuelles de protection internationale. Il ne traduit aucune politique et n'exprime aucune opinion. Il ne prétend pas apporter de réponse définitive quant au bien-fondé d'une demande de protection internationale.

Ce document a été élaboré, dans un délai imparti, sur la base d'un large éventail d'informations publiques soigneusement sélectionnées dans un souci permanent de recoupement des sources. Le Cedoca s'est efforcé de traiter la totalité des aspects pertinents relatifs au sujet du présent document COI mais les analyses proposées ne visent pas nécessairement à l'exhaustivité. Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné dans le présent document ne préjuge pas de son inexistence. Toutes les sources utilisées sont référencées.

This COI product was produced by Cedoca, the country of origin information research unit of the Office of the Commissioner General for Refugees and Stateless Persons (CGRS). It follows the [Common EU Guidelines](#) for processing country of origin information (April 2008) and was drafted in accordance with applicable legal provisions. It aims to provide information for the processing of individual applications for international protection. It does not contain policy guidelines or opinions and does not pass judgment on the merits of applications for international protection.

This report was prepared within an allotted timeframe, using a wide range of carefully selected public information with a constant attention to crosschecking sources. While Cedoca has endeavoured to cover all aspects relevant to the subject of this COI report, the information provided is not necessarily exhaustive. The absence of a specific event, person or organisation from this report should not be taken to imply that the event did not take place or that the person or organisation does not exist. All sources are referenced.

Résumé

Depuis 2016, année des premières attaques de groupes djihadistes au Burkina Faso, les affrontements avec les forces de sécurité et les pertes civiles augmentent de manière continue. En 2024, le Burkina Faso est le pays ayant subi le plus grand nombre de pertes humaines dues au terrorisme. À partir du second semestre 2024 et jusqu'au premier semestre 2025, la situation sécuritaire se dégrade encore. En janvier 2025, l'insécurité atteint un seuil critique, marqué par un nombre record d'attaques et par des opérations armées simultanées et quasi quotidiennes dans plusieurs régions, limitant la capacité de réponse de l'État. Entre septembre 2024 et septembre 2025, les groupes djihadistes intensifient leurs activités et sont quatre fois plus souvent à l'initiative d'affrontements que les forces burkinabè. Par ailleurs, depuis 2024, les affrontements entre les deux principaux groupes djihadistes diminuent, sans explication clairement identifiée.

Les forces de défense et de sécurité, malgré l'engagement de personnel et diverses réformes, continuent de faire face à de graves difficultés et d'enregistrer de nombreuses pertes. Elles sont également responsables de violences, alors que le Comité des droits de l'homme des Nations unies a exprimé ses préoccupations concernant des allégations d'exécutions extrajudiciaires, disparitions forcées, tortures, arrestations arbitraires et détentions au secret. Plusieurs sources soulignent l'ampleur croissante des violences étatiques contre les civils. Selon certaines sources, le ciblage de civils ne reposerait plus sur un critère ethnique, mais sur leur localisation géographique, notamment dans les zones où des civils sont soupçonnés de complicité avec les groupes armés. Un analyste de l'Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) indique toutefois que les Peuls constituent la communauté la plus souvent ciblée par les forces étatiques et les milices progouvernementales.

Le Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM) demeure le groupe djihadiste le plus actif dans le conflit sahélien et au Burkina Faso, opérant dans la majeure partie du pays et disposant d'une large liberté de mouvement. Ses modes opératoires sont devenus plus sophistiqués, incluant désormais des attaques en zones urbaines, une occupation temporaire de villes et des tentatives d'établir une gouvernance rudimentaire. La possibilité d'une prise de Ouagadougou par le JNIM, désormais décrite par certaines sources comme plausible, reste néanmoins incertaine à l'heure actuelle. Selon l'Institute for Security Studies (ISS), le JNIM et l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) n'ont cependant pas l'intention de s'emparer des capitales régionales, leurs stratégies visant plutôt à éroder l'autorité étatique dans les zones rurales périphériques. L'EIGS est décrit au premier semestre 2025 comme cantonné à une zone limitée, tout en semblant chercher à étendre sa portée, notamment au Niger. Selon un expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, les groupes djihadistes ciblent systématiquement les villages où sont installés des Volontaires pour la défense de la patrie (VDP).

D'après les données de l'ACLED couvrant la période du 1^{er} juillet 2024 au 14 novembre 2025, la région de la Boucle du Mouhoun est la plus touchée par les violences (1.865 victimes), suivie de l'Est (1.762 victimes) et du Sahel (1.490 victimes).

Parallèlement, depuis 2025, les sources font état d'une dégradation des droits humains, avec notamment des arrestations arbitraires de journalistes et de membres de la société civile, des disparitions forcées, des détentions illégales, des exécutions sommaires, la suspension prolongée des partis politiques, des pressions sur les médias et des incitations à la délation, ainsi que des enrôlements illégaux dans l'armée.

L'accès aux services de base, tels que le logement, l'éducation, l'assainissement et les moyens de subsistance, demeure un enjeu majeur pour les personnes déplacées, notamment celles installées à Ouagadougou.

Concernant la situation humanitaire, la présence de l'État dans les zones instables apparaît très limitée, l'administration burkinabè étant presque incapable de se déplacer en milieu rural. Les

conséquences humanitaires incluent la fermeture de plus de 5.000 écoles, affectant près de deux millions d'enfants, tandis que plus de 3,2 millions d'enfants nécessitent une aide humanitaire. À la fin de l'année 2024, quatre millions de personnes étaient privées d'accès aux soins. Selon les prévisions, entre février et mai 2026, une crise alimentaire est attendue dans plusieurs communes du Nord et de l'Est.

Summary

Since the first attacks by jihadist groups in Burkina Faso in 2016, clashes with security forces and civilian casualties have steadily increased. By 2024, Burkina Faso had become the country with the highest number of human casualties due to terrorism. From the second half of 2024 to the first half of 2025, the security situation deteriorated further. In January 2025, insecurity reached a critical threshold, marked by a record number of attacks and almost daily, simultaneous armed operations in several regions, which limited the state's response capacity. Between September 2024 and September 2025, jihadist groups intensified their activities, becoming four times more likely to initiate clashes than Burkinabe forces. However, clashes between the two main jihadist groups have decreased since 2024, for no identifiable reason.

Despite the recruitment of personnel and various reforms, the defence and security forces continue to face major challenges and sustain significant losses. They have also been implicated in acts of violence, prompting the United Nations Human Rights Committee to voice concerns regarding allegations of extrajudicial killings, enforced disappearances, torture, arbitrary arrests, and incommunicado detention. Several sources highlight the growing scale of state violence against civilians. According to some reports, civilians are now targeted based on their geographical location, particularly in areas where they are suspected of colluding with armed groups, rather than on ethnicity. However, an Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) analyst has indicated that the Fulani community is most frequently targeted by state forces and pro-government militias.

Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM) is the most active jihadist group in the Sahel conflict and Burkina Faso. It operates throughout the country and enjoys considerable freedom of movement. The group's modus operandi has become more sophisticated and now includes attacks in urban areas, the temporary occupation of towns, and attempts to establish basic governance. While some sources have described the possibility of JNIM taking Ouagadougou as plausible, it remains uncertain at this stage. According to the Institute for Security Studies (ISS), JNIM and the État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) do not intend to seize regional capitals; their strategies are more focused on eroding state authority in rural, peripheral areas. During the first half of 2025, ISGS was reportedly confined to a small area while attempting to expand its reach, particularly in Niger. According to an expert on the security situation in Burkina Faso, jihadist groups systematically target villages where the Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP) are based.

According to ACLED data covering the period from 1 July 2024 to 14 November 2025, the Boucle du Mouhoun region is the most affected by violence (1,865 victims), followed by the East (1,762 victims) and the Sahel (1,490 victims).

Since 2025, sources have also reported a deterioration in human rights. This includes the arbitrary arrest of journalists and members of civil society, enforced disappearances, illegal detentions, summary executions, the prolonged suspension of political parties, pressure on the media, incitement to denunciation and illegal recruitment into the army.

Displaced persons, particularly those living in Ouagadougou, continue to face major challenges in accessing basic services such as housing, education, sanitation and livelihoods.

Regarding the humanitarian situation, the state's presence in unstable areas appears to be very limited. The Burkinabe administration is almost unable to travel to rural areas. The humanitarian consequences include the closure of over 5,000 schools, affecting almost two million children, and more than 3.2 million children requiring humanitarian aid. By the end of 2024, four million people had been deprived of access to healthcare. Forecasts suggest that a food crisis will hit several municipalities in the north and east between February and May 2026.

Table des matières

Résumé	2
Summary	3
Liste des sigles	6
Introduction	7
1. Bref historique	9
2. État actuel du conflit	10
3. Parties combattantes	11
3.1. Groupes armés étatiques	12
3.1.1. Confédération des États du Sahel (CES)	12
3.1.2. Forces de défense et de sécurité	13
3.1.3. Volontaires pour la défense de la patrie (VDP)	14
3.2. Groupes djihadistes	15
3.2.1. Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM)	18
3.2.2. État islamique dans le Grand Sahara (EIGS)	20
4. Typologie de la violence	21
4.1. Nombre d'incidents	21
4.2. Nature des incidents	22
4.2.1. Groupes étatiques	22
4.2.2. Nature des incidents des groupes djihadistes	22
5. Cibles de la violence	24
5.1. Données	24
5.2. Analyse	25
5.2.1. Cibles des groupes étatiques	25
5.2.2. Cibles des groupes djihadistes	27
6. Répartition géographique	28
6.1. Généralités	28
6.2. Région du Sud-Ouest	30
6.3. Région du Centre-Ouest	30
6.4. Région du Centre (dont Ouagadougou)	31
7. Déplacements de population	33
7.1. Absence de chiffres officiels	33
7.2. A Ouagadougou	34
7.3. En dehors de Ouagadougou	35
7.4. En dehors du Burkina Faso	36
8. Impact de la violence sur la vie quotidienne	36
8.1. Droits humains	36
8.2. Services étatiques	37
8.2.1. Scolarité	37
8.2.2. Santé	38
8.3. Situation humanitaire	40
8.4. Sécurité alimentaire	40
8.5. Axes routiers	41
Annexes	42
Bibliographie	44

Liste des sigles

ACLED	Armed Conflict Location & Event Data Project
AQMI	Al-Qaida au Maghreb islamique
BIR	Bataillon d'intervention rapide
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CES	Confédération des États du Sahel
CESA	Centre d'études stratégiques de l'Afrique
CPI	Cour pénale internationale
DFS	Data Friendly Space
EIGS	État islamique dans le Grand Sahara
EUAA	European Union Agency for Asylum
HCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
HRW	Human Rights Watch
ICG	International Crisis Group
ISS	Institute for Security Studies
JA	Jeune Afrique
JNIM	Jamaat Nosrat el-Islam wal-Muslimin
OMS	Organisation mondiale pour la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
UNICEF	United Nations Children's Fund
VBG	Violences basées sur le genre
VDP	Volontaires pour la défense de la patrie

Introduction

La présente recherche dresse un état des lieux de la situation sécuritaire au Burkina Faso. Elle porte en particulier sur la période allant du 1^{er} juillet 2024 au 26 novembre 2025. Il s'agit d'une mise à jour du COI Focus daté du 17 septembre 2024¹.

Ce COI Focus se compose de huit parties. La première propose un rappel historique du contexte général du conflit. La situation sécuritaire depuis juillet 2024 est abordée dans la deuxième partie. Les principaux acteurs en présence – forces armées nationales, structures communautaires et groupes armés – sont présentés dans la troisième partie. La quatrième propose une description de la violence tandis que la cinquième partie en présente les principales cibles. La répartition géographique des incidents, les déplacements de population consécutifs à la violence et les conséquences sur la vie quotidienne font l'objet des trois dernières parties.

Pour la rédaction de ce COI Focus, le Cedoca s'est appuyé sur des sources diverses, notamment les rapports périodiques du Secrétaire général des Nations Unies au Conseil de sécurité, les rapports d'autres organismes des Nations unies, ceux d'organisations non gouvernementales (ONG) internationales actives dans la défense des droits de l'homme ainsi que ceux publiés par des instituts de recherche travaillant sur la région du Sahel. La presse burkinabè et internationale a également été consultée. Enfin, le Cedoca s'est entretenu avec un expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso travaillant pour une organisation internationale de consolidation de la paix et rencontré l'occasion d'une conférence de l'Agence de l'Union européenne pour l'asile (European Union Agency for Asylum, EUAA) en mai 2025. Ce dernier a requis l'anonymat pour des raisons de sécurité.

Le présent COI Focus utilise des données chiffrées relatives aux incidents sécuritaires provenant de la base de données de l'Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), une organisation américaine à but non lucratif qui collecte, analyse et cartographie des informations sur les conflits armés². Des chercheurs expérimentés ont collecté ces données en faisant appel à un large éventail de sources d'information et d'organisations locales, régionales et internationales dans plus de 75 langues³. Pour le Burkina Faso, il s'agit notamment des sources suivantes : Actu Burkina, Agence d'information du Burkina, Agence France-Presse, Al Nabaa, Amaq, aOuaga, Aujourd'hui, Bafuji infos, Berger sahelien infos, Burkina24, Deutsche Welle, Facebook, Fasozine, Gulmu Info, Infowakat, Intercept, International Crisis Group (ICG), Jeune Afrique (JA), Le Faso, Le Pays, Libre info, L'Observateur Paalga, Mali Jet, Menastream, MinuteBf, Mouvement pour la résistance populaire, Netafrique, Observatoire de la dignité humaine, Ouaga flash info, Ouaga FM, Ouaga24, Panapress, Pinal, Radio France internationale, Radio omega, Sahel Security Alerts, Twitter, Wakat Séra, WAT FM, WhatsApp et Xinhua.

La base de données de l'ACLED, accessible sur le site Internet de l'organisation, est toutefois constamment mise à jour par de nouvelles informations (y compris sur des incidents déjà répertoriés)⁴. L'organisation explique de manière précise la méthodologie appliquée pour l'encodage des données⁵. Elle enregistre le type de violences et leurs auteurs, donne une description des incidents et de leur localisation, ainsi qu'une indication⁶ du nombre de victimes signalées. Dans le cadre de la présente

¹ CGRA, 17/09/2024, [url](#)

² ACLED, *About ACLED*, s.d., [url](#)

³ ACLED, 06/2023, p. 7, [url](#)

⁴ ACLED, 11/2021, [url](#)

⁵ ACLED, *Resource Library*, s.d., [url](#)

⁶ L'ACLED ne vérifie pas le nombre de victimes rapportées. Si plusieurs sources fournissent des chiffres différents ou des estimations vagues, l'ACLED reprend l'estimation la plus prudente. Il est dès lors possible que cette méthode donne lieu à une sous-estimation du nombre de victimes. « These figures should therefore be understood as

recherche, le Cedoca utilise de ces données dans les catégories (*event-types*) suivantes : *battles*, *explosions/remote violence* et *violence against civilians*⁷. Compte tenu de la méthodologie, du codage et de l'encodage des données de l'ACLED, le Cedoca considère ces chiffres comme une estimation et une indication des tendances quant aux violences observées durant une période déterminée. Le Cedoca a consulté les chiffres de l'ACLED le 21 novembre 2025.

Les chiffres disponibles sont probablement sous-estimés, car le contexte national défavorable à la liberté d'expression et à l'exercice du journalisme rend difficile la diffusion d'informations fiables. D'autre part, la propagande officielle valorise les succès militaires tout en occultant les défaites et les pertes humaines, dont les données ne sont jamais rendues publiques. Ces pratiques rendent impossible un bilan précis et laissent supposer que les données chiffrées ne reflètent pas la réalité du terrain⁸.

Début juillet 2025, le gouvernement a procédé à un redécoupage administratif du territoire. Depuis cette réforme, le pays comporte 17 régions et 47 provinces. Les régions de l'Est, du Sahel et de la Boucle du Mouhoun, qui représentent à elles seules 43 % du territoire national et sont parmi les zones les plus fréquemment visées par les attaques de groupes terroristes, ont été subdivisées pour donner naissance à quatre nouvelles régions. À ce nouveau découpage s'ajoute le changement des dénominations de toutes les régions ainsi que de certaines provinces. Une période transitoire de six mois est fixée pour la mise en œuvre effective de cette réorganisation⁹. Dans ce rapport, le Cedoca utilise le découpage et les dénominations en vigueur avant cette réforme.

Le Cedoca assure un suivi permanent des conditions de sécurité au Burkina Faso. En cas de changements ou de développements fondamentaux ayant un impact sur la situation sécuritaire, le Cedoca mettra à jour ce COI Focus dans les plus brefs délais.

indicative estimates of reported fatalities, rather than definitive fatality counts » : ACLED, 06/2023, p. 37, [url](#) ; ACLED, 01/2023, pp. 2-3, [url](#)

⁷ L'ACLED recense aussi d'autres incidents, plus particulièrement sous les catégories *riots*, *protests* et *strategic developments* : ACLED, 06/2023, [url](#). Ceux-ci ne sont pas repris dans la présente recherche.

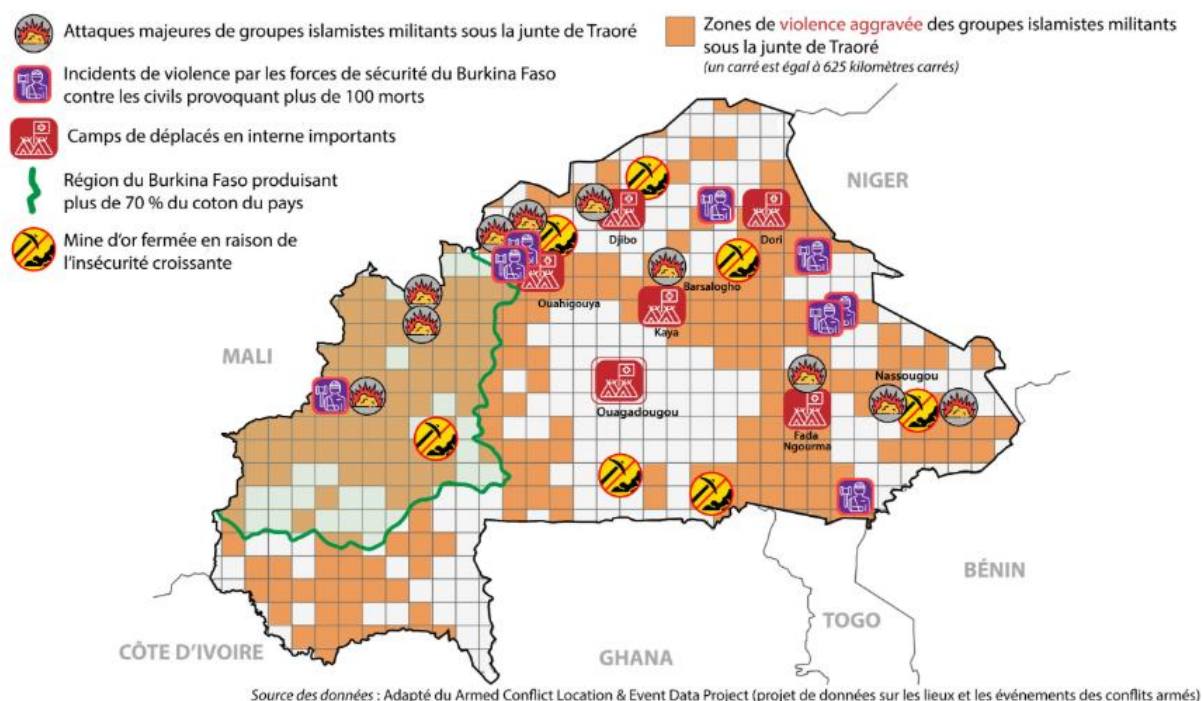
⁸ Le Monde (Roger B.), 21/03/2025, [url](#) ; Courrier international (Faivre A.), 12/07/2025, [url](#) ; RFI, 14/10/2025, [url](#) ; JA, 18/10/2025, [url](#) ; JA (Glez D.), 27/10/2025, [url](#) ; RSF, 15/10/2025, [url](#) ; RSF, 31/10/2025, [url](#) ; Le Monde (Roger B.), 28/07/2025, [url](#) ; CESA, 09/09/2025, [url](#) ; BBC, 19/09/2025, [url](#)

⁹ RTB, 02/07/2025, [url](#)

1. Bref historique

Le capitaine Ibrahim Traoré a pris le pouvoir à la fin du mois de septembre 2022. Il a affirmé vouloir vaincre les insurgés et, dans ce cadre, a recruté des milliers de miliciens, acheté des armes auprès de la Russie, de la Turquie et de la Chine, mis fin aux négociations avec les groupes extrémistes et réorienté la stratégie militaire vers l'offensive¹⁰. Depuis son arrivée au pouvoir, l'insécurité s'est toutefois accrue, les morts liées aux groupes islamistes ayant atteint 17.775 au cours des trois dernières années, contre 6.630 durant les trois années précédant le putsch¹¹. La violence visant les civils s'est également intensifiée, avec au moins 2.823 civils tués depuis le coup d'État, soit une augmentation de 87 % par rapport aux 1.511 civils tués dans une période équivalente antérieure¹². La létalité des attaques est en hausse, trois des cinq attaques les plus meurtrières depuis 2016 ayant eu lieu au cours de la troisième année de mandat de l'actuelle junte, notamment près de Nassougou (158 morts), à Djibo (au moins 210 morts) et à Barsalogho (au moins 310 morts, principalement civils)¹³. La situation sécuritaire a connu une détérioration continue depuis 2015. Entre octobre 2020 et mars 2021, certaines sources avaient documenté une accalmie temporaire qui aurait coïncidé avec l'annonce d'un pacte de non-agression sous la présidence de Kaboré et certains groupes djihadistes actifs dans le pays¹⁴.

La carte suivante illustre la dégradation de la situation sécuritaire sous cette junte d'Ibrahim Traoré :



Carte 1 : Situation sécuritaire depuis le putsch de Traoré en septembre 2022¹⁵

¹⁰ The Washington Post (Chason R.), 19/02/2025, [url](#) ; Conflits, 24/11/2025, [url](#)

¹¹ CESA, 09/09/2025, [url](#)

¹² CESA, 09/09/2025, [url](#)

¹³ CESA, 09/09/2025, [url](#)

¹⁴ Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, conférence, in EUAA, *West Africa Network meeting*, Copenhague, 07/05/2025

¹⁵ CESA, 09/09/2025, [url](#)

Ces tendances concernent également le Mali et le Niger, pays dans lesquels les groupes djihadistes sont restés extrêmement actifs, renforçant, voire élargissant leurs zones d'opérations¹⁶. La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) regrette que le djihadisme se soit propagé « au-delà du Sahel et du bassin du lac Tchad » pour menacer en 2025 toute l'Afrique de l'Ouest¹⁷.

2. État actuel du conflit

Selon le dernier Global Terrorism Index, en 2024 le Burkina Faso était, pour la seconde année consécutive, le pays ayant subi le plus grand nombre de pertes humaines dues au terrorisme¹⁸. L'attaque la plus meurtrière de l'histoire du pays s'est produite en août 2024 à Barsalogho, lorsque des combattants du groupe djihadiste Jamaat Nosrat el-Islam wal-Muslimin (JNIM)¹⁹ ont mené une attaque alors que des civils étaient mobilisés pour participer au creusement des tranchées autour de la ville. Le nombre de victimes est estimé entre 130 et 600 personnes²⁰.

Les autorités burkinabè ont annoncé le 27 décembre 2024 qu'elles contrôlaient environ 70 % du territoire national²¹. Pourtant, en 2024 déjà, des rapports faisaient état d'une perte de contrôle sur 60 % du pays, avec une présence de djihadistes dans onze des treize régions. Bien que ces chiffres soient difficiles à vérifier, des observateurs sur le terrain confirment la libre circulation des groupes armés affiliés à Al-Qaïda et à l'État islamique dans de vastes zones²². D'autres sources démontrent que les forces armées burkinabè ne contrôlent pleinement qu'environ 30 % du territoire, les 70 % restants étant disputés²³. Le Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA) indique que depuis la prise de pouvoir de Traoré, environ 165.000 kilomètres carrés de territoire supplémentaires ont connu une intensification des attaques, traduisant une progression des groupes islamistes vers le nord, l'ouest et le sud, jusqu'aux frontières du Bénin, du Togo et de la Côte d'Ivoire²⁴.

À partir de janvier 2025, la situation sécuritaire a atteint un seuil critique, marqué par un nombre inédit d'attaques recensées. Au moins 450 soldats ont été tués et des centaines de personnes déplacées. Les attaques simultanées et quasi quotidiennes dans plusieurs régions ont limité la capacité de réponse de l'État burkinabè²⁵. Les groupes djihadistes ont intensifié leurs opérations. Bombardements, embuscades, assassinats ciblés, attentats-suicides : les méthodes se sont diversifiées et contribuent à maintenir un climat de peur permanent²⁶.

Sur le plan politique, le nouveau plan de transition adopté par les autorités de fait autorise le capitaine Ibrahim Traoré à rester en fonction jusqu'en 2029²⁷. Depuis son arrivée au pouvoir, il a dénoncé plusieurs tentatives de coup d'État, certaines confirmées, d'autres non. Plusieurs militaires ont été arrêtés dans ce contexte, le capitaine Traoré se montrant particulièrement méfiant, y compris envers

¹⁶ Nations unies - Conseil de sécurité, 06/02/2025, [url](#) ; Nations unies - Conseil de sécurité, 24/07/2025, [url](#)

¹⁷ JA (Ascofaré A. A.), 21/11/2025, [url](#)

¹⁸ IEP, 05/03/2025, [url](#) ; Nations unies - Conseil de sécurité, 26/03/2025, [url](#)

¹⁹ Voir Chapitre 3.2.1.

²⁰ The Washington Post (Chason R.), 19/02/2025, [url](#) ; Egmont (Wilén N.), 17/04/2025, [url](#)

²¹ Nations unies - Conseil de sécurité, 26/03/2025, [url](#) ; PASAS (Hagberg S.), 14/04/2025, [url](#)

²² Egmont (Wilén N.), 17/04/2025, [url](#)

²³ CESA, 09/09/2025, [url](#)

²⁴ CESA, 09/09/2025, [url](#)

²⁵ Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso travaillant pour une organisation internationale de consolidation de la paix, conférence, in EUAA, *West Africa Network meeting*, Copenhague, 07/05/2025

²⁶ BBC, 19/09/2025, [url](#)

²⁷ ISS Africa (Aikins E. R.), 24/04/2025, [url](#)

sa garde rapprochée. Des militaires en exil et le régime ivoirien ont été accusés par les autorités burkinabè d'implication dans ces événements, notamment dans un épisode survenu en avril 2025²⁸.

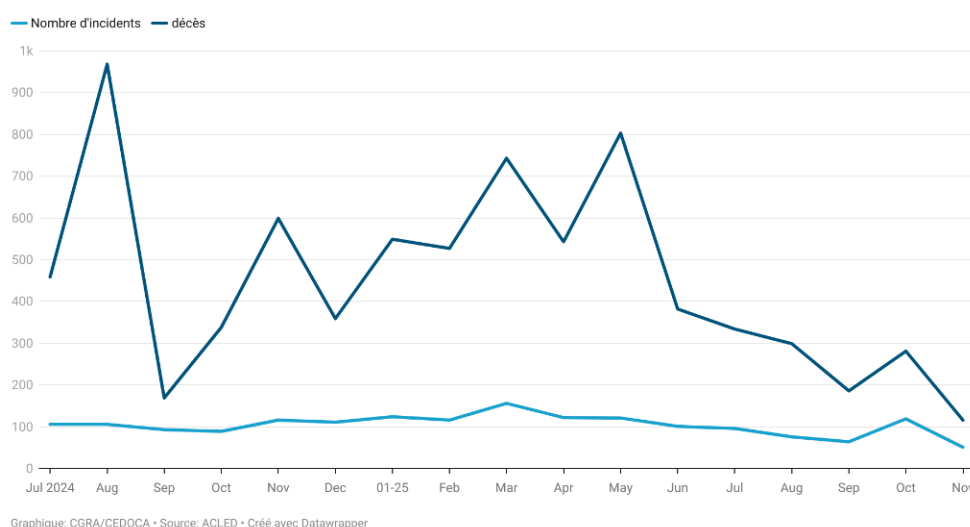
En septembre 2025, le Burkina Faso (tout comme le Mali et le Niger) a annoncé son retrait du Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI). Amnesty International estime que

« une fois le retrait effectif, cela compromettrait considérablement les chances des victimes et des survivant·e·s de futurs crimes de guerre, crimes contre l'humanité ou génocides dans ces pays du Sahel de pouvoir obtenir justice devant la CPI s'ils ne peuvent obtenir justice dans leur pays »²⁹.

Il n'y a actuellement aucune enquête publique de la CPI au Burkina Faso³⁰.

Du 1^{er} juillet 2024 au 14 novembre 2025, l'ACLED a comptabilisé au Burkina Faso 1.767 incidents sécuritaires (dans les catégories *violence against civilians*, *explosions/remote violence*, *battles*) ayant causé 7.655 décès. Ces incidents et victimes se sont succédés dans le temps de la manière suivante :

Évolution du nombre d'incidents sécuritaires et de décès liés à ceux-ci du 1^{er} juillet 2024 au 14 novembre 2025



Graphique 1 : Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/07/2024 – 14/11/2025³¹

3. Parties combattantes

Entre le 1^{er} juillet 2024 au 14 novembre 2025, l'ACLED a calculé le nombre d'incidents visant des civils (293) en les répartissant par acteurs. Le JNIM est l'acteur le plus actif dans ce classement, avec 200 incidents³². Les principaux acteurs sont décrits aux points suivants.

²⁸ RFI, 20/04/2025, [url](#) ; BBC (Wycliffe M.), 22/04/2025, [url](#) ; Le Monde, 22/04/2025, [url](#) ; Le Monde (Roger B.), 06/05/2025, [url](#) ; JA (Mieu B.), 31/10/2025, [url](#)

²⁹ AI, 23/09/2025, [url](#)

³⁰ AI, 23/09/2025, [url](#)

³¹ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/11/2025, [url](#) ; ACLED via Datawrapper, *Évolution du nombre d'incidents sécuritaires et de décès liés à ceux-ci du 1^{er} juillet 2024 au 14 novembre 2025* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 26/11/2025, [url](#)

³² ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/11/2025, [url](#)

Acteurs impliqués dans des incidents visant des civils du 1^{er} juillet 2024 au 14 novembre 2025

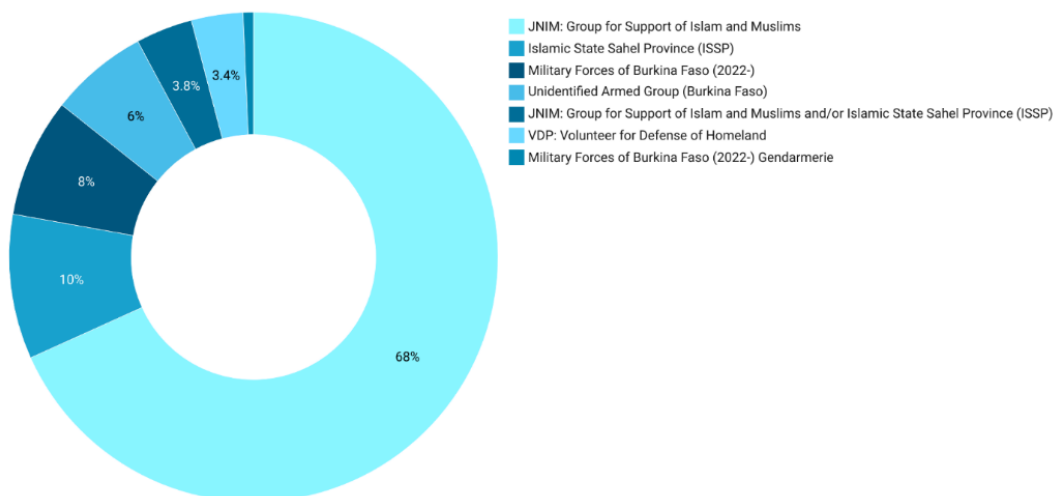


Chart: CGRA/CEDOCA • Source: ACLED • Created with Datawrapper

Graphique 2 : Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/07/2024 – 14/11/2025³³

3.1. Groupes armés étatiques

3.1.1. Confédération des États du Sahel (CES)

En septembre 2023, le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont annoncé la création de l'Alliance des États du Sahel, devenue en 2024 la Confédération des États du Sahel (CES)³⁴. Cette organisation, présentée comme une alternative à la CEDEAO, a pour objectif de redéfinir les équilibres politiques et sécuritaires régionaux. Les trois pays, soumis à des sanctions de la CEDEAO à la suite de leurs coups d'État, reprochent à cette dernière d'être influencée par les puissances occidentales, notamment la France, et de ne pas répondre aux urgences sécuritaires³⁵.

La CES a permis la mise en place de plusieurs mesures de coopération militaire, parmi lesquelles une assistance réciproque en cas de menace de coup d'État et une assistance mutuelle en cas d'agression par des groupes armés, cette dernière illustrée par le cas de la reprise de Kidal au Mali et par la création d'une force conjointe de 5.000 soldats déjà opérationnelle dans certaines zones transfrontalières³⁶. L'organisation a également réussi à promouvoir un discours souverainiste ayant trouvé un écho auprès d'une partie de la jeunesse³⁷.

Cependant, son impact sur le terrain demeure limité. Les trois régimes militaires membres de la CES peinent à exercer un contrôle effectif sur leurs territoires respectifs. Les forces armées nationales sont confrontées à un manque d'équipement moderne, à une faible coordination interarmées, à une

³³ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/11/2025, [url](#) ; ACLED via Datawrapper, *Acteurs impliqués dans des incidents visant des civils du 1^{er} juillet 2024 au 14 novembre 2025* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 26/11/2025, [url](#)

³⁴ Policy Center for the New South (Ammari F., Lyammouri R.), 03/2025, [url](#) ; BBC, 19/09/2025, [url](#)

³⁵ BBC, 19/09/2025, [url](#)

³⁶ Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, conférence, in EUAA, *West Africa Network meeting*, Copenhagen, 07/05/2025

³⁷ BBC, 19/09/2025, [url](#)

formation insuffisante, à des problèmes logistiques et à des effectifs réduits³⁸. Par ailleurs, chaque État membre mène des négociations secrètes avec le JNIM, au détriment des États sahéliens voisins³⁹.

3.1.2. Forces de défense et de sécurité

Depuis 2024, les autorités burkinabè ont intensifié leurs efforts pour renforcer la sécurité et reprendre le contrôle des territoires en menant des opérations de lutte contre le terrorisme, en modernisant leur matériel militaire et en prenant des mesures pour augmenter les effectifs des troupes⁴⁰. Entre mai et juin 2025, des frappes aériennes massives ont visé plusieurs bases terroristes dans la partie nord du pays, notamment entre Djibo et Déou. Cette opération d'envergure, décrite comme sans précédent par le Timbuktu Institute, aurait permis de détruire plusieurs positions tenues par les groupes armés⁴¹.

Les autorités ont en outre entrepris une reconfiguration des structures de commandement et ont déployé des bataillons d'intervention rapide (BIR)⁴². Créés en novembre 2022, ces bataillons regroupent entre 200 et 300 hommes et constituent les unités les mieux équipées de l'armée. En mars 2025, ils étaient au nombre de 28, placés sous l'autorité directe du centre des opérations des armées et de la présidence, en liaison avec les aides de camp ou le directeur de cabinet d'Ibrahim Traoré⁴³. Ces BIR ont notamment pour mission d'encadrer les Volontaires pour la défense de la patrie (VDP)⁴⁴, mais des sources militaires indiquent qu'elles opèrent de manière largement autonome au niveau local et qu'elles sont, selon un officier cité par la presse, devenues « presque incontrôlables »⁴⁵.

Malgré ces efforts, l'armée burkinabè reste confrontée à de graves difficultés. De septembre 2024 à septembre 2025, les groupes islamistes militants ont initié environ quatre fois plus de batailles contre les forces burkinabè que l'inverse, ce qui a souvent placé ces dernières en posture défensive⁴⁶. Bien que mieux équipée qu'auparavant, l'armée demeure fragile. Le moral des troupes est affecté, et des rapports font état de replis fréquents face aux attaques⁴⁷. Les pertes sont importantes, malgré un niveau de recrutement et de dotation en matériel sans précédent depuis la prise de pouvoir du capitaine Traoré⁴⁸.

Le conflit s'accompagne d'une hausse des violences graves contre des populations locales. Selon les Nations unies et des organisations de défense des droits humains, des centaines de civils ont été massacrés lors d'opérations attribuées à l'armée et aux milices alliées⁴⁹, tandis que les groupes extrémistes armés ont eux aussi intensifié leurs attaques⁵⁰.

³⁸ BBC, 19/09/2025, [url](#)

³⁹ Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, conférence, in EUAA, *West Africa Network meeting*, Copenhague, 07/05/2025

⁴⁰ Nations unies - Conseil de sécurité, 31/07/2025, [url](#)

⁴¹ Timbuktu Institute, 07/2025, [url](#)

⁴² Nations unies - Conseil de sécurité, 31/07/2025, [url](#)

⁴³ Le Monde (Roger B.), 21/03/2025, [url](#)

⁴⁴ Voir Chapitre 3.1.3.

⁴⁵ Le Monde (Roger B.), 21/03/2025, [url](#) ; Le Monde (Roger B.), 28/03/2025, [url](#)

⁴⁶ CESA, 09/09/2025, [url](#)

⁴⁷ Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, conférence, in EUAA, *West Africa Network meeting*, Copenhague, 07/05/2025

⁴⁸ Le Monde (Roger B.), 13/06/2025, [url](#)

⁴⁹ Voir Chapitre 4.2.1.

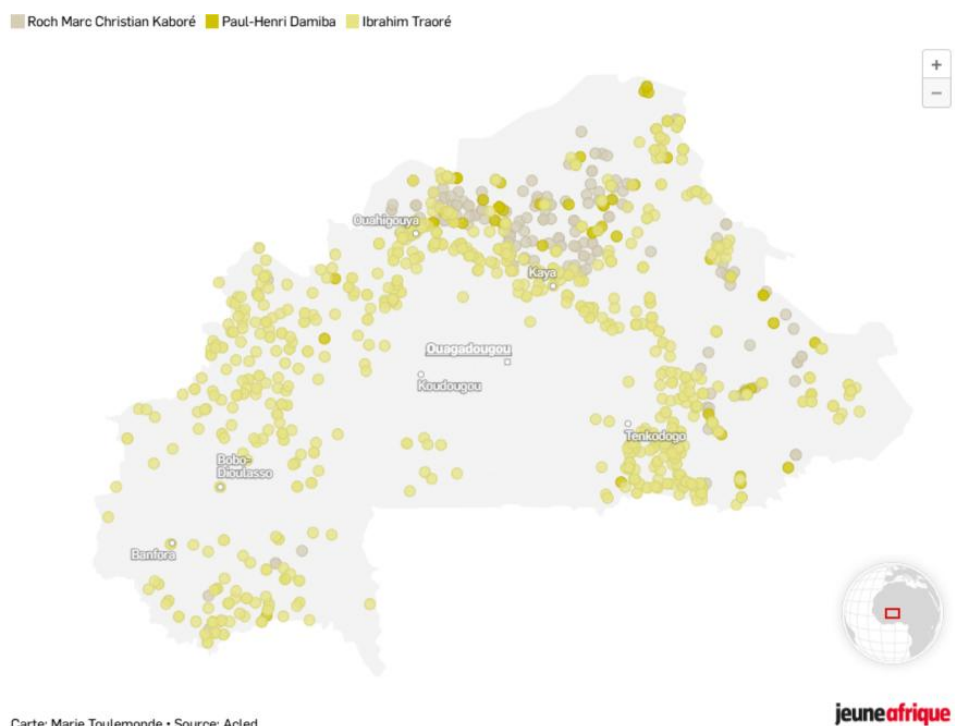
⁵⁰ The Washington Post (Chason R.), 19/02/2025, [url](#) ; Nations unies - Conseil de sécurité, 31/07/2025, [url](#)

3.1.3. Volontaires pour la défense de la patrie (VDP)

Les VDP demeurent la pierre angulaire de la stratégie militaire mise en œuvre par le capitaine Ibrahim Traoré⁵¹. En 2024, des témoignages ont fait état de recrutements forcés d'opposants politiques en leur sein, ce qui remet en cause le caractère volontaire de leur engagement. De nombreux VDP auraient également été envoyés en première ligne lors des combats, servant ainsi de troupes d'assaut dans des conditions particulièrement difficiles⁵².

Le 20 mai 2025, le commandant de la brigade des VDP a annoncé que 80.000 volontaires avaient été recrutés⁵³. Sous la direction d'Ibrahim Traoré, elles ont été réorganisées en unités « nationales » et « communales » et déployées dans 35 provinces, contre huit seulement sous la présidence de Roch Marc Christian Kaboré.

Selon une cartographie réalisée par JA à partir des données d'ACLED, les zones d'opération des VDP couvrent l'ensemble du pays à l'exception de la région de Ouagadougou. Cette dernière apparaît comme la seule où le dispositif n'est pas déployé. Dans cette zone, l'armée conserve un contrôle dominant du terrain et la présence des groupes djihadistes est décrite comme plus limitée⁵⁴.



Carte 2 : Evolution de la zone d'action des VDP depuis leur création⁵⁵

Les VDP disposent d'une autonomie opérationnelle importante, pouvant décider du parcours et du calendrier de leurs patrouilles sans en référer à la hiérarchie militaire. Dans de nombreuses zones reculées, ils ont progressivement remplacé les forces régulières, y compris dans des secteurs proches

⁵¹ JA (Toulemonde M.), 25/10/2025, [url](#)

⁵² Egmont (Wilén N.), 17/04/2025, [url](#)

⁵³ Nations unies - Conseil de sécurité, 31/07/2025, [url](#)

⁵⁴ JA (Toulemonde M.), 25/10/2025, [url](#)

⁵⁵ JA (Toulemonde M.), 25/10/2025, [url](#)

des zones d'influence ou sous contrôle des groupes djihadistes. Les opérations de grande envergure restent toutefois coordonnées par l'armée, notamment par les unités d'élite « Cobra » et les BIR⁵⁶.

La formation des VDP dure en moyenne quatorze jours, contre un an pour un soldat de l'armée régulière. Fin 2022, la solde mensuelle était fixée à 60.000 francs CFA par mois (soit environ 91 euros), alors que leur équipement était souvent ancien et insuffisant. Depuis début 2024, cette situation a partiellement évolué, en raison des critiques portant sur les moyens et les garanties accordés à ces volontaires⁵⁷.

Malgré cette réorganisation, les unités des VDP continuent de se démobiliser en grand nombre, confrontés à l'isolement, au manque de soutien, ainsi qu'à un sentiment d'impunité parmi certains d'entre eux⁵⁸. En mars 2025, des VDP ont par exemple été signalés comme responsables du massacre de civils à Solenzo⁵⁹.

3.2. Groupes djihadistes

Depuis 2019, faisant suite à une période de paix relative, les groupes armés affiliés à Al-Qaïda et à l'État islamique entretiennent un conflit ouvert en raison de leurs divergences idéologiques⁶⁰. Ces affrontements illustrent une compétition pour le contrôle des ressources locales, des routes de divers trafics, et de populations⁶¹. Les deux groupes se sont affrontés intensément entre 2020 et 2023 mais semblent désormais donner la priorité au combat contre les forces étatiques et les milices⁶². Depuis 2024, un recul des affrontements entre les deux groupes est observé, sans que les raisons en soient clairement identifiées. D'après l'expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, cette évolution pourrait indiquer une période d'accalmie possible, dont la durabilité reste incertaine, et constitue en tout état de cause une « mauvaise nouvelle pour les États »⁶³.

Entre janvier et juillet 2025, l'activité des groupes djihadistes et de leurs affiliés — principalement le JNIM et l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) — s'est fortement accrue au Burkina Faso. Le JNIM opère sur de larges zones du territoire, encerclant progressivement Ouagadougou et Bobo-Dioulasso ; il demeure le groupe armé le plus actif du pays, menant régulièrement des opérations contre les forces de sécurité et les milices pro-gouvernementales. L'EIGS concentre son activité dans le nord-est du pays, au sein de la zone dite des trois frontières (Liptako-Gourma), notamment dans les provinces d'Oudalan, du Séno et de Yagha, et éprouve des difficultés à s'étendre dans les zones d'influence du JNIM. Les zones de présence mixte, où opèrent les deux groupes, sont fréquemment le théâtre d'affrontements violents visant à asseoir leur domination⁶⁴. Le géographe Jules Duhamel a cartographié la présence des deux principaux groupes djihadistes du 1^{er} janvier 2025 au 25 juillet 2025 :

⁵⁶ JA (Toulemonde M.), 25/10/2025, [url](#)

⁵⁷ JA (Toulemonde M.), 25/10/2025, [url](#)

⁵⁸ The Washington Post (Chason R.), 19/02/2025, [url](#)

⁵⁹ Le Monde (Roger B.), 21/03/2025, [url](#)

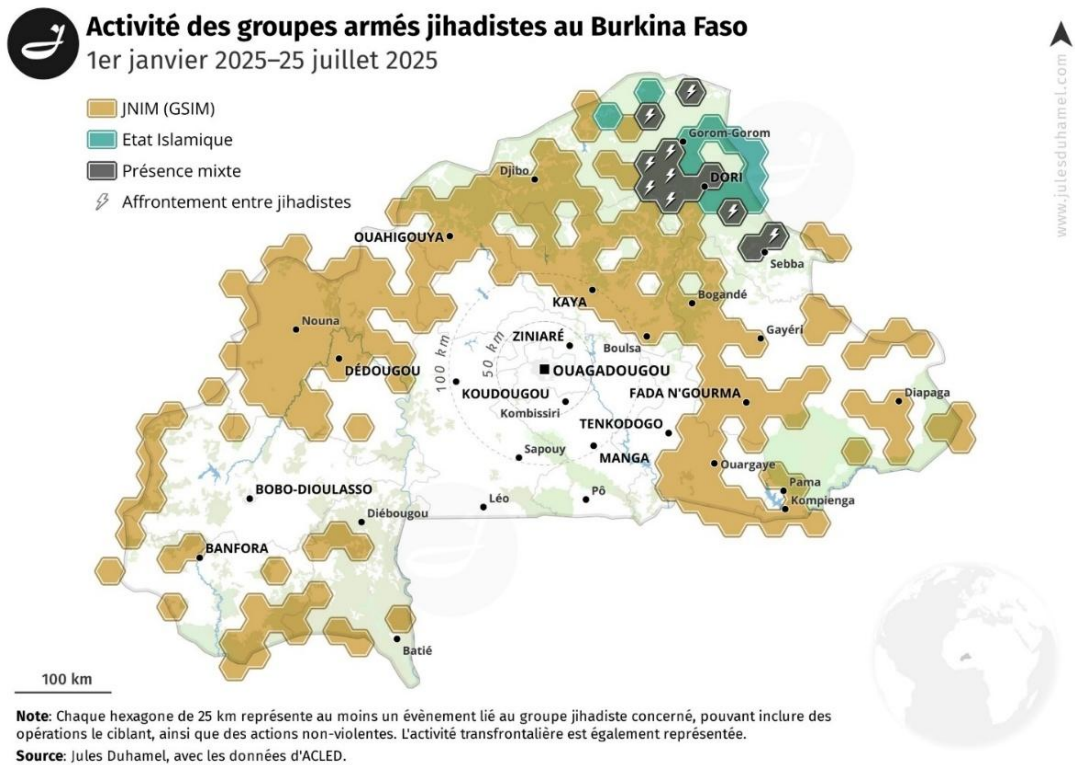
⁶⁰ Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, conférence, in EUAA, *West Africa Network meeting*, Copenhagen, 07/05/2025

⁶¹ Policy Center for the New South (Ammari F., Lyammouri R.), 03/2025, [url](#)

⁶² ACLED (Serwat L. et al.), 30/09/2024, [url](#)

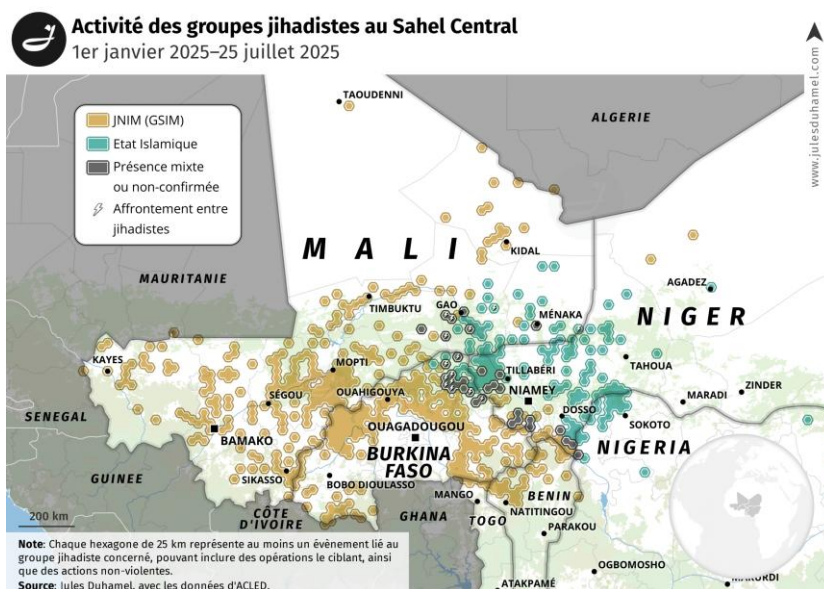
⁶³ Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, conférence, in EUAA, *West Africa Network meeting*, Copenhagen, 07/05/2025

⁶⁴ Duhamel J., 12/08/2025, [url](#)



Carte 3 : Activités des groupes djihadistes du 1^{er} janvier au 25 juillet 2025 au Burkina Faso⁶⁵

La carte suivante montre les actions des groupes djihadistes. Elle reflète une présence étendue dans certaines zones mais pas un contrôle total du territoire de la CES⁶⁶ :



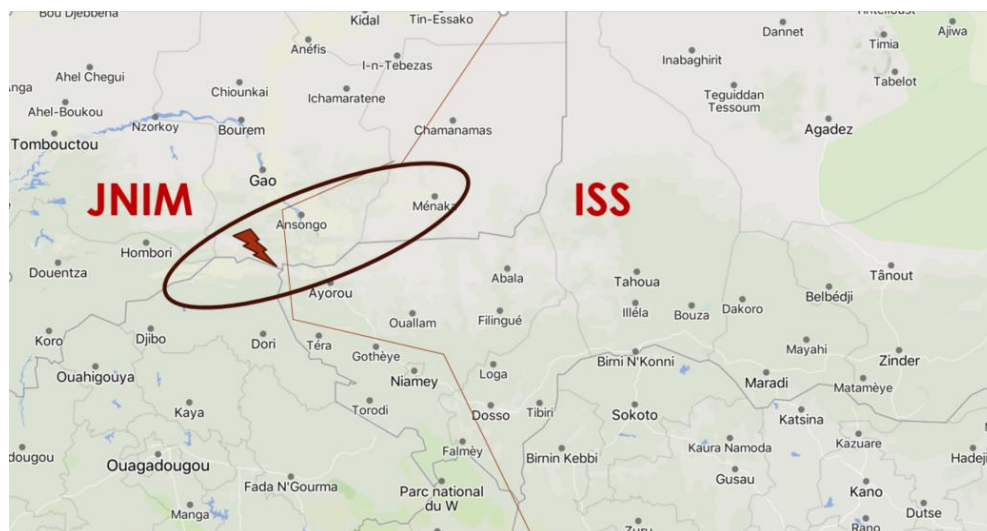
Carte 4 : Activités des groupes djihadistes du 1^{er} janvier 2025 au 25 juillet 2025 au Sahel central⁶⁷

⁶⁵ Duhamel J., 12/08/2025, [url](#)

⁶⁶ Duhamel J., 12/08/2025, [url](#)

⁶⁷ Duhamel J., 28/08/2025, [url](#)

En mai 2025, tout en notant une forte expansion du JNIM dans les trois pays du Sahel central, l'expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso présentait une délimitation claire des territoires du JNIM (sud du centre du Mali - Gao - Bankilare - Gaya - bande nord du Bénin) et de l'EIGS (nord-est de Menaka - Bankilare - Douthi - bande de Gaya). Les attaques du JNIM se situaient à gauche de la ligne tracée sur la carte ci-dessous :



Carte 5 : Délimitation des territoires attaqués par le JNIM ou l'EIGS⁶⁸.

Au cours du premier semestre 2025, des contingents du JNIM (principalement le Front de Libération du Macina, Ansaroul Islam et Katiba Hanifa) ont lancé au moins 42 attaques ayant chacune causé la mort d'au moins dix soldats⁶⁹. Plusieurs dizaines de civils ont été tués lors de trois attaques distinctes menées dans le nord du Burkina Faso depuis mai 2025 par deux groupes armés islamistes. Human Rights Watch (HRW) a estimé que ces attaques violent le droit international humanitaire et pourraient constituer des crimes de guerre⁷⁰.

De manière générale, les attaques se sont de plus en plus concentrées sur les VDP, en particulier dans le sud⁷¹.

L'année 2025 est également marquée par une augmentation des attaques contre les camps militaires dans toute la région, incluant des raids majeurs contre des casernes à Di, Diapaga, Djibo, Foutouri, Lanfiera, Solenzo, Sollé, Thiou et Yamba⁷².

Dans un contexte d'affaiblissement des États, le JNIM et l'EIGS instaurent progressivement leur propre ordre, notamment par le contrôle des routes, la mise en place d'une justice islamique et la perception de taxes. Leur financement repose aussi sur le commerce de bétail. Cet ancrage dépasse le cadre de l'insurrection et s'apparente à l'établissement d'une gouvernance parallèle. En structurant des corridors territoriaux et en s'insérant dans les circuits économiques, ces groupes esquissent les contours de formes de proto-États⁷³.

⁶⁸ Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso travaillant pour une organisation internationale de consolidation de la paix, conférence, in EUAA, *West Africa Network meeting*, Copenhague, 07/05/2025

⁶⁹ CESA, 09/09/2025, [url](#)

⁷⁰ HRW, 15/09/2025, [url](#)

⁷¹ Nations unies - Conseil de sécurité, 26/03/2025, [url](#)

⁷² The Conversation (Olayinka A.), 10/07/2025, [url](#) ; CESA, 09/09/2025, [url](#)

⁷³ JA (Toulemonde M.), 25/10/2025, [url](#)

Pour leur approvisionnement en armement comme pour leur financement, les djihadistes s'appuient largement sur des ressources locales. À l'exception de livraisons ponctuelles d'armes issues du marché noir libyen, leurs stocks proviennent en grande partie du pillage de garnisons des armées locales⁷⁴.

Enfin, depuis 2022, les groupes djihadistes maintiennent des blocus autour d'environ trente communes, particulièrement dans les régions du Soum, du Liptako (anciennement Sahel), du Yaadga (ex-Nord), du Kuilsé (ex-Centre-Nord) ainsi que de Sirba, Goulmou et Tapoa (ex-Est). Ces encerclements limitent fortement les déplacements de la population et le transport de marchandises, compromettant l'accès à l'alimentation, aux services de santé et à d'autres besoins essentiels. L'acheminement de l'aide humanitaire et l'approvisionnement des marchés locaux ne peuvent se faire qu'avec une escorte militaire ou par voie aérienne⁷⁵.

Selon le CESA, les groupes djihadistes ont également recours à des tactiques de siège, encerclant environ 130 villes au Burkina Faso et coupant les principales routes reliant Ouagadougou au Togo, au Bénin, au Niger, au Mali et à la Côte d'Ivoire⁷⁶.

3.2.1. Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM)

Le Burkina Faso est présenté comme une priorité pour le JNIM⁷⁷, groupement de militants affiliés à Al-Qaïda⁷⁸. Bénéficiant d'une large liberté de mouvement, il opère dans la majeure partie du territoire burkinabè, ⁷⁹.

Depuis le début de l'année 2025, le pays fait face à des attaques quotidiennes menées par ce groupe, causant des pertes en vies humaines et en matériel militaire sans précédent. Fondé en 2017 et actif dans l'ensemble du Sahel central, le JNIM a fait du Burkina Faso une cible privilégiée, mobilisant même des renforts depuis le Mali⁸⁰. Une source sécuritaire occidentale anonyme citée par l'agence Reuters indique que le JNIM serait devenu le groupe djihadiste le plus puissant de la région, avec un effectif estimé entre 6.000 et 7.000 combattants⁸¹. Le JNIM bénéficierait d'un recrutement en partie volontaire des populations victimes de mauvais traitements de la part des forces nationales. Le groupe utiliserait en partie des armes saisies lors de ses attaques⁸².

Les tactiques du JNIM seraient devenues plus sophistiquées, incluant l'usage d'armes antiaériennes et de drones pour la surveillance et les frappes de précision, ainsi que des engins explosifs improvisés. Le groupe aurait également accumulé des ressources substantielles grâce à des raids, vols de bétail, détournements de marchandises, enlèvements et taxes prélevées sur les communautés locales⁸³.

Le JNIM commence également à viser des zones urbaines, ce qui représente une rupture stratégique, le groupe ayant jusque-là surtout mené des attaques dans des villages et des petites villes⁸⁴. Il ne se limite plus à des raids destinés à saisir des armes, mais occupe temporairement des villes, évitant souvent la violence contre les civils et prenant des mesures comme la libération de prisonniers pour

⁷⁴ The Conversation (Olayinka A.), 10/07/2025, [url](#) ; CESA, 09/09/2025, [url](#) ; JA (Toulemonde M.), 25/10/2025, [url](#)

⁷⁵ FEWS NET, 14/11/2025, [url](#)

⁷⁶ CESA, 09/09/2025, [url](#)

⁷⁷ Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso travaillant pour une organisation internationale de consolidation de la paix, conférence, in EUAA, *West Africa Network meeting*, Copenhague, 07/05/2025

⁷⁸ CESA, 22/04/2025, [url](#)

⁷⁹ Nations unies - Conseil de sécurité, 24/07/2025, [url](#)

⁸⁰ ICG (Pellerin M.), 15/05/2025, [url](#)

⁸¹ Reuters (Miridzhanian A., Aksar M.), 17/07/2025, [url](#)

⁸² Nations unies - Conseil de sécurité, 24/07/2025, [url](#)

⁸³ Reuters (Miridzhanian A., Aksar M.), 17/07/2025, [url](#) ; Nations unies - Conseil de sécurité, 24/07/2025, [url](#)

⁸⁴ ICG (Pellerin M.), 15/05/2025, [url](#) ; Reuters (Miridzhanian A., Aksar M.), 17/07/2025, [url](#)

susciter la sympathie⁸⁵. Le JNIM viserait désormais certaines villes secondaires ; Fada serait de plus en plus exposée à un éventuel blocus, dans un contexte où la ville devient progressivement isolée alors qu'une grande partie des vivres du Burkina Faso provient du Ghana, du Togo et de la Côte d'Ivoire. Le groupe aurait pris Soudougui dans le Centre-Est⁸⁶.

Sa liberté de manœuvre, appuyée par sa maîtrise des drones, permettrait au JNIM de menacer directement des capitales régionales. Il serait prêt à étendre ses opérations vers le nord du Togo, le Bénin et la région de Sokoto au Nigeria, où son allié Ansarul Muslimina Fi Biladis Sudan pourrait reprendre des activités violentes⁸⁷.

Le JNIM continue par ailleurs d'étendre et de renforcer son contrôle sur les zones rurales⁸⁸.

Le groupe a en outre adapté sa stratégie afin d'asseoir sa présence politique, en se positionnant de plus en plus comme un acteur gouvernemental cherchant à contrôler le territoire, établir une gouvernance rudimentaire et rallier l'appui de populations locales, parfois sous la contrainte. Dans cette logique, il a conclu des accords locaux pour garantir la coopération de certaines communautés et attirer de nouvelles populations⁸⁹. Un impôt religieux (*zakat*⁹⁰), transformé en obligation fiscale systématique dans les zones de forte implantation, serait la base de ce système centralisé de gouvernance dans les zones où la population ne le soutient pas totalement⁹¹. Le groupe disposerait d'un représentant chargé de la justice dans chaque village contrôlé. La cellule de base (*markaz*) est dirigée par un « commander » qui transmettrait tous les deux ou trois mois des rapports concernant la *zakat* et le recrutement transfrontalier au Mali, dans le cadre d'un processus d'évaluation pouvant donner lieu à des promotions⁹².

Les Nations unies estiment que, bien qu'affaibli, Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) continuerait d'exercer une influence sur le JNIM, tant sur le plan idéologique que via ses dirigeants. Malgré des débats internes relatifs à une éventuelle rupture, une telle décision n'apparaîtrait pas probable à court terme. L'affiliation à AQMI aurait toutefois permis d'unifier l'unité semi-autonome du JNIM et les réseaux ethniques et claniques en son sein. Le groupe suivrait attentivement la situation en République arabe syrienne, qui pourrait servir de modèle s'il cherchait à s'affranchir d'Al-Qaida⁹³.

A titre illustratif, le 11 mai 2025, le JNIM a mené une attaque d'ampleur à Djibo. Les combattants ont envahi une base militaire, saisi des armes, tué des dizaines de soldats et pénétré dans plusieurs quartiers. Au moins 26 civils auraient été exécutés selon HRW, des boutiques et centres médicaux incendiés, et des civils peuls accusés de soutenir les VDP auraient également été pris pour cible⁹⁴. Selon l'International Crisis Group (ICG), l'assaut aurait entraîné la mort de plus de cent civils, soldats et paramilitaires. Le JNIM aurait aussi enlevé des dizaines de soldats et civils, dont des femmes, et aurait pillé et détruit des infrastructures militaires et civiles, notamment un centre médical, une pharmacie et un marché⁹⁵. Un chercheur de l'ACLED indique que les combattants sont restés plus de

⁸⁵ Nations unies - Conseil de sécurité, 24/07/2025, [url](#)

⁸⁶ Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso travaillant pour une organisation internationale de consolidation de la paix, conférence, in EUAA, *West Africa Network meeting*, Copenhague, 07/05/2025

⁸⁷ Nations unies - Conseil de sécurité, 24/07/2025, [url](#)

⁸⁸ ICG (Pellerin M.), 15/05/2025, [url](#) ; Reuters (Miridzhanian A., Aksar M.), 17/07/2025, [url](#)

⁸⁹ Nations unies - Conseil de sécurité, 24/07/2025, [url](#)

⁹⁰ Voir Chapitre 4.2.2.1.

⁹¹ Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso travaillant pour une organisation internationale de consolidation de la paix, conférence, in EUAA, *West Africa Network meeting*, Copenhague, 07/05/2025

⁹² Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso travaillant pour une organisation internationale de consolidation de la paix, conférence, in EUAA, *West Africa Network meeting*, Copenhague, 07/05/2025

⁹³ Nations unies - Conseil de sécurité, 24/07/2025, [url](#)

⁹⁴ HRW, 15/09/2025, [url](#)

⁹⁵ Reuters (Miridzhanian A., Aksar M.), 17/07/2025, [url](#)

onze heures à Djibo. Il estime que le groupe y aurait capturé pour environ trois millions de dollars de munitions⁹⁶. Deux jours plus tard, le JNIM a attaqué la ville de Diapaga, dans la région de l'Est, y prenant temporairement le contrôle pendant deux à trois jours⁹⁷. En mai, il aurait ainsi occupé les deux capitales provinciales de Djibo et Diapaga, prenant temporairement le contrôle d'infrastructures militaires et civiles⁹⁸.

3.2.2. État islamique dans le Grand Sahara (EIGS)

Selon les Nations unies, au premier semestre 2025, « l'EIGS est resté cantonné à une zone relativement limitée, mais semble vouloir étendre sa portée, en particulier au Niger »⁹⁹. La menace qu'il représente est demeurée localisée, le groupe étant isolé et dépourvu des moyens nécessaires pour projeter sa force à l'extérieur de la région, à l'exception de ses partisans présents au Sahel. Il reste concentré sur sa survie, en partie grâce à une trêve implicite conclue avec le JNIM, les deux organisations partageant l'objectif de cibler les forces de sécurité sahéliennes¹⁰⁰.

Depuis fin 2024, l'EIGS a également manifesté son intention de déplacer une partie de ses activités vers la frontière nord-ouest du Nigéria, en s'appuyant sur le groupe Lakurawa¹⁰¹.

Selon l'ACLED, la survie de l'EIGS est facilitée par un climat de peur, l'absence de l'État et les griefs socio-économiques de communautés marginalisées dans des zones frontalières isolées. Le groupe dispose de sources de revenus multiples et diverses dans le Sahel. Il acquiert des armes par la capture sur les champs de bataille, par la contrebande transfrontalière et par la fabrication locale d'engins explosifs. Le recrutement repose sur la coercition, l'endoctrinement idéologique — y compris d'enfants — ainsi que sur l'exploitation de tensions ethniques et de griefs socio-économiques parmi des communautés marginalisées. Dans les zones sous son contrôle, malgré une application stricte des règles et une forme de gouvernance, le soutien local varie entre conformité passive et résistance active¹⁰².

A l'instar du Mali et du Niger, la réponse des autorités burkinabé à la menace de l'EIGS repose principalement sur des opérations militaires et sécuritaires menées de manière unilatérale ou dans un cadre de coordination régionale. Dans les zones où la présence de l'État est limitée, les autorités s'appuient fortement sur les VDP, même si ces derniers peinent à contenir et à repousser l'EIGS. Le principal frein à l'expansion de l'EIGS est son rival, le JNIM¹⁰³.

⁹⁶ Reuters (Miridzhanian A., Aksar M.), 17/07/2025, [url](#)

⁹⁷ Reuters (Miridzhanian A., Aksar M.), 17/07/2025, [url](#)

⁹⁸ GCR2P, 15/07/2025, [url](#)

⁹⁹ Nations unies - Conseil de sécurité, 24/07/2025, [url](#)

¹⁰⁰ Nations unies - Conseil de sécurité, 24/07/2025, [url](#)

¹⁰¹ Nations unies - Conseil de sécurité, 24/07/2025, [url](#)

¹⁰² ACLED (Serwat L. et al.), 30/09/2024, [url](#)

¹⁰³ ACLED (Serwat L. et al.), 30/09/2024, [url](#)

4. Typologie de la violence

4.1. Nombre d'incidents

Pour la période du 1^{er} juillet 2024 au 14 novembre 2025, l'ACLED a recensé 1.767 incidents au Burkina Faso. Sur ce nombre, l'ACLED classe 1.038 incidents dans la catégorie *battles*, 436 incidents dans *explosions/remote violence* et 293 dans *violence against civilians*¹⁰⁴.

Types d'incidents survenus du 1er juillet 2024 au 14 novembre 2025

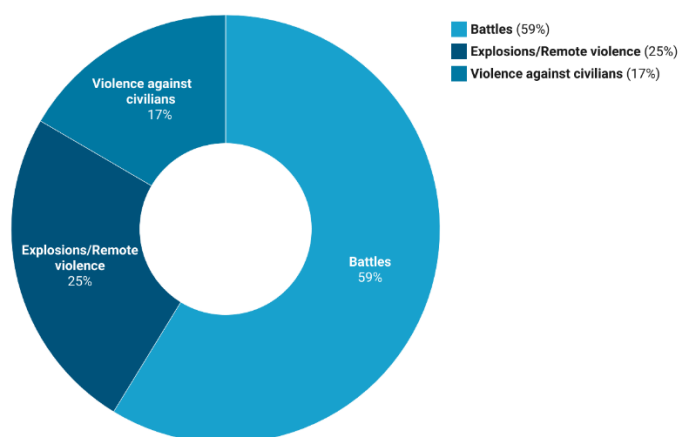


Chart: CGRA/CEDOCA • Source: ACLED • Created with Datawrapper

Graphique 3 : Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/07/2024 – 14/11/2025¹⁰⁵
Durant la période précitée, les 1.767 incidents sont répartis dans le temps de la manière suivante :

Répartition par mois des incidents entre le 1er juillet 2024 et le 14 novembre 2025

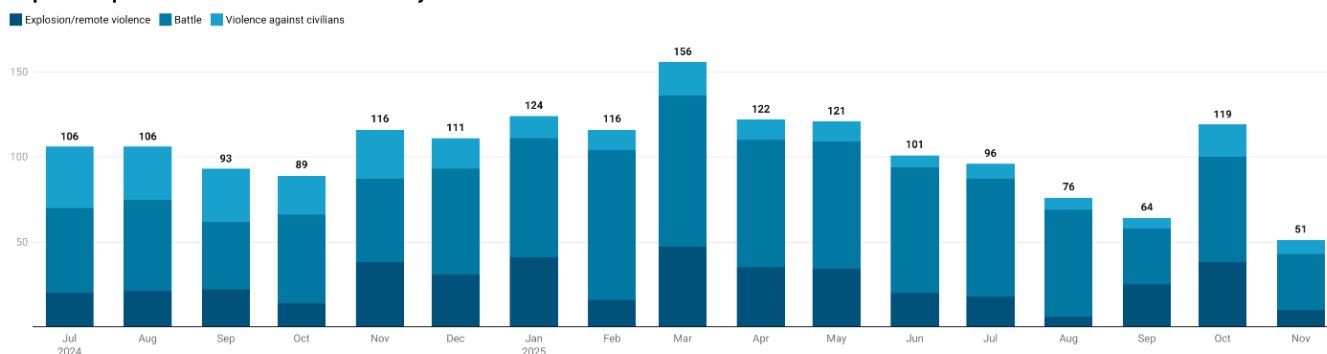


Chart: CGRA/CEDOCA • Source: ACLED • Created with Datawrapper

Graphique 4 : Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/07/2024 – 14/11/2025¹⁰⁶

¹⁰⁴ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/11/2025, [url](#)

¹⁰⁵ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/11/2025, [url](#) ; ACLED via Datawrapper, *Types d'incidents survenus du 1^{er} juillet 2024 au 14 novembre 2025* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 26/11/2025, [url](#)

¹⁰⁶ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/11/2025, [url](#) ; ACLED via Datawrapper, *Répartition par mois des incidents entre le 1^{er} juillet 2024 et le 14 novembre 2025* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 26/11/2025, [url](#)

4.2. Nature des incidents

Pour la période du 1^{er} juillet 2024 au 14 novembre 2025, les affrontements armés (1.031, selon l'ACLED) et les attaques contre les civils ainsi que les attaques aériennes par drone (248 pour chacune de ces deux catégories) constituaient les violences les plus fréquentes, comme le montre le graphique suivant :

Types de violences entre le 1^{er} juillet 2024 et le 14 novembre 2025

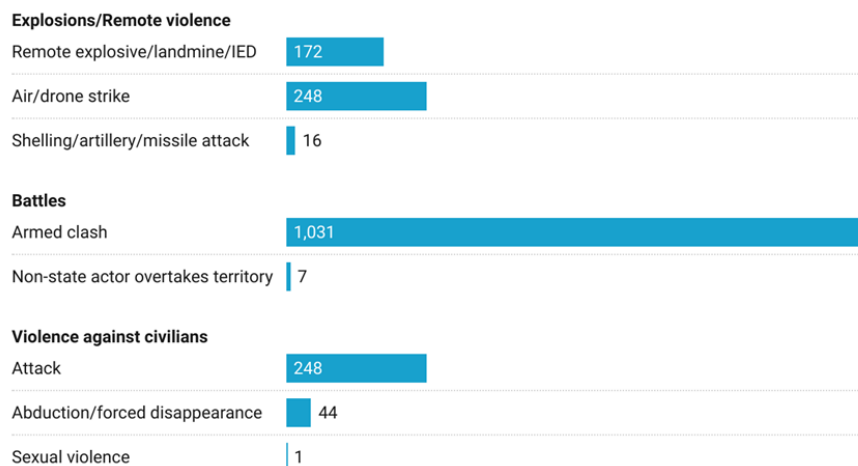


Chart: CGRA/CEDOCA • Source: ACLED • Created with Datawrapper

Graphique 5 : Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/07/2024 – 14/11/2025¹⁰⁷

4.2.1. Groupes étatiques

En avril 2025, le Comité des droits de l'homme des Nations unies a exprimé ses préoccupations concernant des allégations

« de graves violations des droits de l'homme commises dans le cadre d'opérations sécuritaires contre des civils et des personnes soupçonnées d'actes de terrorisme, telles que des exécutions extrajudiciaires, des disparitions forcées, des tortures, des arrestations arbitraires et des détentions au secret »¹⁰⁸.

4.2.2. Nature des incidents des groupes djihadistes

4.2.2.1. Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM)

Dans les zones qu'il contrôle, le groupe met en place une forme de justice qui repose sur une application stricte de la charia : obligation du port du voile pour les femmes, de la prière collective, interdiction de la consommation d'alcool et du port d'arme sans l'approbation du groupe. Des châtiments corporels ont été signalés à l'encontre de personnes accusées de vol, tout comme la peine

¹⁰⁷ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/11/2025, [url](#) ; ACLED via Datawrapper, *Types de violences entre le 1^{er} juillet 2024 et le 14 novembre 2025* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 26/11/2025, [url](#)

¹⁰⁸ Nations unies - Comité des droits de l'homme, 24/04/2025, [url](#)

de mort pour celles accusées de fournir des informations à l'armée¹⁰⁹. D'autres témoignages mentionnent que le groupe a arbitré certains conflits intercommunautaires et imposé des règles tout en s'abstenant de sanctions plus sévères comme l'amputation de la main des voleurs¹¹⁰.

Le JNIM n'a pas nommé d'administrateurs locaux mais impose la *zakat*¹¹¹. Cet impôt, prélevé en échange de garanties de sécurité, peut représenter jusqu'à 50 % des ressources du groupe. Il concerne également les flux commerciaux, licites ou non, et s'applique dans certaines zones aurifères de l'est du Burkina Faso. Les djihadistes imposent aussi une taxe visant l'exploitation des terres agricoles ou exigent un don de bétail en échange de l'accès aux pâturages. Lorsque leur influence est plus limitée, des actes de pillage de bétail sont signalés¹¹². Des familles auraient quitté leurs localités d'origine pour rejoindre des zones sous influence des groupes djihadistes où elles pourraient poursuivre des activités agricoles moyennant le paiement de la *zakat* et le respect des règles imposées¹¹³.

Le Bulletin FrancoPaix de février 2025 (publié par l'Université du Québec à Montréal) analyse l'évolution de la stratégie du JNIM face aux travailleurs de la santé et humanitaires dans la région du Sahel¹¹⁴. Il souligne une « diminution des attaques contre ces travailleurs entre 2022 et 2025 » dans les régions sous influence du JNIM et explique cela par son adaptation stratégique, et non pas par une réduction de la menace ou un affaiblissement du groupe : « Dans les zones où le JNIM rencontre encore une résistance, il privilégie les enlèvements ciblés pour imposer son autorité. En revanche, dans celles où son influence est déjà bien établie, la confrontation directe devient inutile, laissant place à une forme de gouvernance parallèle¹¹⁵ ».

Entre 2022 et 2025, les attaques visant les infrastructures et les professionnels de la santé au Burkina Faso s'inscrivent dans une double stratégie attribuée au JNIM, mêlant destruction matérielle, pillages systématiques et assassinats ciblés. Ces actions visent à affaiblir l'autonomie des populations, à accroître leur dépendance au groupe et à entraver les services sanitaires tout en consolidant sa propre logistique. Au-delà des dommages causés aux infrastructures de soins, ces pratiques instaurent une nouvelle dynamique de contrôle territorial dans laquelle l'accès aux services de santé dépendrait de considérations stratégiques propres au JNIM, lequel exerce une influence déterminante sur la possibilité pour les populations de bénéficier de soins¹¹⁶.

Enfin, les enlèvements contre rançon, identifiés comme une source importante de financement, visent désormais davantage des populations locales que des ressortissants étrangers¹¹⁷.

4.2.2.2. État islamique dans le Grand Sahara (EIGS)

Après avoir été impliqué dans des violences de grande ampleur dans la région du Sahel, l'EIGS cherche depuis plusieurs années à se présenter comme un acteur de gouvernance. Il a mis en place des dispositifs d'administration locale fondés sur une application stricte de la charia et a cherché à renforcer sa légitimité auprès des populations en régulant les marchés locaux et en menant des prêches dans

¹⁰⁹ Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso travaillant pour une organisation internationale de consolidation de la paix, conférence, in EUAA, *West Africa Network meeting*, Copenhague, 07/05/2025 ; La Croix (Douce S.), 02/10/2025, [url](#)

¹¹⁰ Reuters (Miridzhanian A., Aksar M.), 17/07/2025, [url](#)

¹¹¹ Reuters (Miridzhanian A., Aksar M.), 17/07/2025, [url](#)

¹¹² JA (Toulemonde M.), 31/05/2025, [url](#)

¹¹³ La Croix (Douce S.), 02/10/2025, [url](#)

¹¹⁴ Bulletin FrancoPaix (Smirnova T.), 02/2025, [url](#)

¹¹⁵ Bulletin FrancoPaix (Smirnova T.), 02/2025, [url](#)

¹¹⁶ Bulletin FrancoPaix (Smirnova T.), 02/2025, [url](#)

¹¹⁷ JA (Toulemonde M.), 31/05/2025, [url](#)

les zones qu'il contrôle ou influence. Parallèlement, il continue de recourir à une violence extrême contre les forces militaires, les milices et les civils dans le but de réprimer toute résistance¹¹⁸.

L'EIGS a également recours aux enlèvements, en ciblant des personnes perçues comme présentant une forte valeur de rançon, menés soit directement soit par l'intermédiaire de réseaux criminels locaux. Le paiement de rançons peut augmenter significativement ses ressources financières et renforcer ses capacités de recrutement et d'armement, malgré son isolement dans la zone des trois frontières¹¹⁹. Ces opérations complètent les ressources issues de l'extorsion, du vol de bétail, de l'exploitation aurifère artisanale, du pillage et de la taxation des communautés dans ses zones d'influence¹²⁰.

A titre illustratif, l'EIGS a attaqué en juillet 2025 un convoi civil escorté par des soldats burkinabè et des milices associées. Le convoi transportait des civils ainsi que de la nourriture et des fournitures humanitaires destinées à la ville assiégée de Gorom. Des témoins et d'autres sources ont confirmé l'absence d'armes ou de matériel militaire à bord¹²¹.

5. Cibles de la violence

5.1. Données

Pour la période du 1^{er} juillet 2024 au 14 novembre 2025, l'ACLED a recensé 7.655 morts au Burkina Faso dans des incidents du type *battles*, *explosions/remote violence* et *violence against civilians*¹²². Le graphique suivant décrit le type de violences qui ont causé ces décès :

Nombre de morts par type d'incident du 1^{er} juillet 2024 au 14 novembre 2025

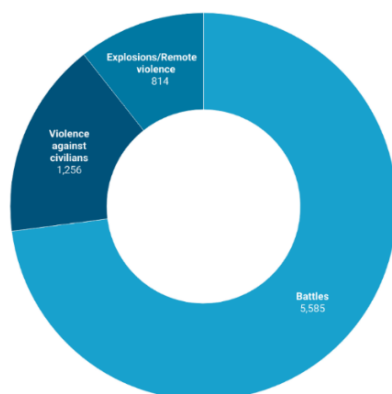


Chart: CGRA/CEDOCA • Source: ACLED • Created with Datawrapper

Graphique 6 : Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/07/2024 – 14/11/2025¹²³

¹¹⁸ ACLED (Serwat L. et al.), 30/09/2024, [url](#)

¹¹⁹ Nations unies - Conseil de sécurité, 24/07/2025, [url](#) ; ACLED (Serwat L. et al.), 30/09/2024, [url](#)

¹²⁰ ACLED (Serwat L. et al.), 30/09/2024, [url](#)

¹²¹ HRW, 15/09/2025, [url](#)

¹²² ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/11/2025, [url](#)

¹²³ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/11/2025, [url](#) ; ACLED via Datawrapper, *Nombre de morts par type d'incident du 1^{er} juillet 2024 au 14 novembre 2025* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 26/11/2025, [url](#)

Sous l'appellation *civilian targeting*, l'ACLED recense les actes de violence dans le cadre desquels des civils constituent « the main or only target ». Outre tous les incidents de la catégorie *violence against civilians*, le groupe *civilian targeting* recouvre les actes de violence enregistrés dans la catégorie *explosions/remote violence*. À cet égard, l'ACLED définit les civils comme étant, par définition, des victimes non armées des violences. En ce sens, l'ACLED inclut également le personnel des forces de sécurité dans cette catégorie lorsqu'il est la cible de violences alors qu'il est en civil et non armé¹²⁴.

Durant la période considérée par ce rapport, les incidents de la catégorie *civilian targeting* représentent environ 17 % de la totalité des décès (soit 1.282) et environ 18 % de la totalité des incidents (soit 322)¹²⁵.

5.2. Analyse

Les populations civiles se trouvent exposées à deux types de menaces : d'une part aux représailles des groupes djihadistes lorsqu'elles sont perçues comme favorables aux VDP, et, d'autre part, à des exactions commises par les VDP lorsqu'elles sont soupçonnées de soutenir les groupes djihadistes¹²⁶.

5.2.1. Cibles des groupes étatiques

Plusieurs sources soulignent l'augmentation des violences étatiques contre les civils. HRW note par exemple, en septembre 2025, que le gouvernement cible de plus en plus des civils dans le cadre de ses opérations de contre-insurrection¹²⁷. Selon l'expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, la presse a rapporté de nombreux cas d'abus commis par les forces de défense et de sécurité, parfois liés à des dynamiques intercommunautaires, et touchant majoritairement des civils poussés à fuir leur domicile¹²⁸. Toujours selon cet expert, les civils non peuls seraient désormais également visés par l'armée. Le ciblage de civils ne reposerait plus sur un critère ethnique, mais sur leur localisation géographique, en touchant notamment : des commerçants accusés d'assurer un soutien logistique aux groupes djihadistes ; des civils résidant à proximité de zones où opèrent ces groupes ; les populations des villages soupçonnés de ne pas avoir informé les forces armées d'une attaque ; ainsi que celles des localités non déplacées, susceptibles d'être perçues comme collaborant avec les groupes djihadistes¹²⁹.

Le Comité des droits de l'homme des Nations unies a fait part de ses préoccupations concernant des signalements selon lesquels certaines communautés, notamment les Peuls, continueraient d'être stigmatisées et visées par des discours hostiles, des violences et d'autres comportements discriminatoires. Des membres de ces communautés auraient également été victimes de traitements inhumains, de disparitions forcées et d'exécutions extrajudiciaires dans le cadre d'opérations sécuritaires¹³⁰. Nombre de sources indiquent que l'armée et ses milices locales multiplieraient les massacres contre la communauté peule au nom de la lutte contre le terrorisme¹³¹, cette communauté

¹²⁴ ACLED, 06/2023, pp. 22, 23, 29, [url](#)

¹²⁵ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/11/2025, [url](#)

¹²⁶ JA (Toulemonde M.), 25/10/2025, [url](#)

¹²⁷ HRW, 15/09/2025, [url](#)

¹²⁸ Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso travaillant pour une organisation internationale de consolidation de la paix, conférence, in EUAA, *West Africa Network meeting*, Copenhague, 07/05/2025

¹²⁹ Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso travaillant pour une organisation internationale de consolidation de la paix, conférence, in EUAA, *West Africa Network meeting*, Copenhague, 07/05/2025

¹³⁰ Nations unies - Conseil de sécurité, 24/07/2025, [url](#)

¹³¹ Le Monde (Roger B.), 21/03/2025, [url](#) ; Le Monde (Roger B.), 28/03/2025, [url](#) ; Ouest-France (Douce S.), 13/04/2025, [url](#) ; La Croix (Douce S.), 20/04/2025, [url](#) ; Le Monde, 06/06/2025, [url](#) ; GCR2P, 15/07/2025, [url](#)

étant décrite comme prise « entre l'enclume djihadiste et le marteau des militaires au pouvoir et de leurs supplétifs »¹³².

Depuis la fin de l'année 2022, une implication massive de civils dans le conflit a conduit à la création de VDP dans l'ensemble du pays. Ces unités se sont structurées en partie dans la continuité des *koglweogo*, groupes d'autodéfense majoritairement mossi créés en 2014, qui se sont positionnés contre ce qu'ils considéraient être un « ennemi intérieur », identifié comme djihadiste ou complice, notamment parmi les Peuls¹³³. Cette évolution s'est accompagnée de violences généralisées contre les civils dans toutes les zones où les VDP opèrent, en particulier sur une base communautaire, notamment contre les Peuls. Plus de 100 personnes peules auraient par exemple été tuées à Solenzo début mars 2025¹³⁴. Aussi, des représailles à Lanfiera (province du Sourou), début avril, auraient entraîné la mort de plus de 100 civils¹³⁵.

Plusieurs rapports d'ONG décrivent une dérive potentiellement ethnicisée des violences, les milices locales pouvant freiner les groupes djihadistes tout en aggravant les clivages communautaires. La majorité des VDP seraient issus de communautés traditionnellement sédentaires — mossi, foutsé, gourmantché — tandis que les Peuls, souvent assimilés aux djihadistes ou à leurs soutiens, seraient largement exclus du recrutement¹³⁶. Selon un analyste d'ACLED interrogé par JA, les Peuls constitueraient la communauté la plus souvent ciblée par les forces étatiques et les milices progouvernementales, alimentant un cycle de représailles¹³⁷.

En mai 2025, la présidente de l'Observatoire Kisa a qualifié la situation au Burkina Faso de « nettoyage ethnique »¹³⁸. Une source sécuritaire citée par Le Monde affirme que les Peuls seraient ciblés sans distinction lorsque l'armée et les VDP se trouvent en difficulté, parlant d'une « sale guerre qui tourne à l'épuration ethnique »¹³⁹. HRW a appelé, le 12 mai, à une enquête impartiale sur l'assassinat présumé d'environ 130 civils peuls lors d'une opération menée le 10 mars par les VDP et les forces de sécurité à Solenzo, dans la région de la Boucle du Mouhoun. Les autorités ont, de leur côté, dénoncé une « campagne de désinformation » et réfuté l'idée d'une dimension ethnique dans la lutte antiterroriste¹⁴⁰.

Parallèlement, plusieurs analyses indiquent que le JNIM cherche à étendre son influence en direction de communautés marginalisées, en particulier les Peuls, cette stratégie étant présentée comme centrale dans son recrutement. Selon un analyste interrogé par Reuters, le JNIM met en avant un discours se présentant comme défenseur de ces communautés marginalisées, dans une quête de légitimité au-delà du simple contrôle territorial¹⁴¹.

Un leader peul, toujours cité par Reuters, affirme que les membres de sa communauté sont de plus en plus ciblés par les autorités au Mali, au Niger et au Burkina Faso sous couvert de lutte antiterroriste, tout en précisant que si tous les Peuls ne sont pas impliqués dans des groupes armés, leur présence

¹³² JA (Maillard M., Millecamps M., Olivier M.), 20/05/2025, [url](#)

¹³³ JA (Maillard M., Millecamps M., Olivier M.), 20/05/2025, [url](#)

¹³⁴ Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso travaillant pour une organisation internationale de consolidation de la paix, conférence, in EUAA, *West Africa Network meeting*, Copenhague, 07/05/2025 ; Le Monde (Roger B.), 21/03/2025, [url](#) ; JA (Maillard M., Millecamps M., Olivier M.), 20/05/2025, [url](#) ; GCR2P, 15/07/2025, [url](#)

¹³⁵ Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso travaillant pour une organisation internationale de consolidation de la paix, conférence, in EUAA, *West Africa Network meeting*, Copenhague, 07/05/2025

¹³⁶ Le Monde (Roger B.), 21/03/2025, [url](#) ; JA (Toulemonde M.), 25/10/2025, [url](#)

¹³⁷ JA (Toulemonde M.), 25/10/2025, [url](#)

¹³⁸ JA (Maillard M., Millecamps M.), 27/05/2025, [url](#)

¹³⁹ Le Monde (Roger B.), 28/03/2025, [url](#)

¹⁴⁰ Le Monde (Roger B.), 21/03/2025, [url](#) ; GCR2P, 15/07/2025, [url](#) ; Nations unies - Conseil de sécurité, 31/07/2025, [url](#)

¹⁴¹ Reuters (Miridzhanian A., Aksar M.), 17/07/2025, [url](#)

au sein de certains d'entre eux reste significative, motivée davantage par la frustration et le manque d'opportunités que par l'idéologie¹⁴².

5.2.2. Cibles des groupes djihadistes

La rhétorique du JNIM est décrite par les Nations unies, comme « plus politique et plus directe », visant à attirer les populations locales et à mettre en avant l'élargissement de sa base de recrutement. Le groupe a concentré ses attaques sur les forces de sécurité étatiques, leurs soutiens et leurs milices, notamment les VDP au Burkina Faso., avec des conséquences qualifiées de « dévastatrices »¹⁴³.

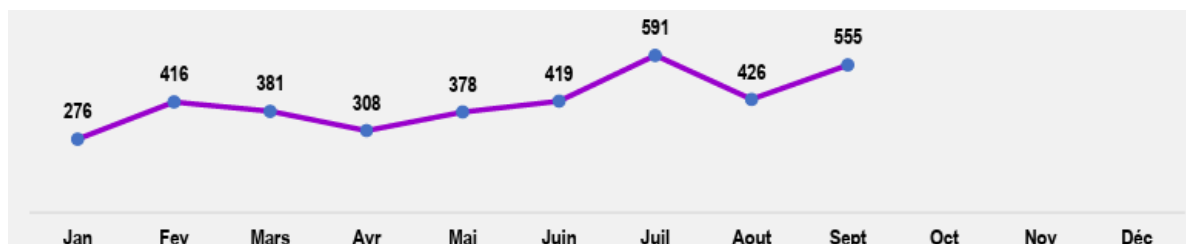
Selon l'expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, les groupes djihadistes ciblent systématiquement les villages où des VDP sont installés¹⁴⁴.

A titre illustratif, des civils associés à « l'effort de guerre » ont été pris pour cibles par le JNIM, notamment lors du massacre de Barsalogho en août 2024, où au moins 133 civils creusant des tranchées ont été tués¹⁴⁵.

Selon un rapport du Timbuktu Institute, en 2025 le JNIM a intensifié ses opérations visant des cibles étrangères, notamment par des enlèvements contre rançon, mais davantage dans d'autres pays du Sahel central qu'au Burkina Faso¹⁴⁶.

D'après les chiffres des Nations unies portant sur l'année 2024, 44 enfants ont été recrutés et utilisés au combat par le JNIM, 14 par des individus non identifiés et 10 par l'EIGS. Durant cette même année, 708 enfants ont été victimes de violences : 438 meurtres et 270 atteintes à l'intégrité physique, imputés à différentes parties combattantes, principalement au JNIM (370). Par ailleurs, 309 enfants ont été enlevés, dont plus de la moitié par le JNIM¹⁴⁷.

En novembre 2025, un document de l'UNFPA explique que, en septembre 2025, 36 organisations ont conduit des activités dans dix régions et pris en charge 555 cas déclarés de violences basées sur le genre (VBG)¹⁴⁸. L'évolution de cette prise en charge depuis janvier 2025 est reprise dans le graphique ci-dessous :



Graphique 7 : Evolution mensuelle des cas de prise en charge de VBG recensés via l'UNFPA¹⁴⁹

¹⁴² Reuters (Miridzhanian A., Aksar M.), 17/07/2025, [url](#)

¹⁴³ Nations unies - Conseil de sécurité, 24/07/2025, [url](#)

¹⁴⁴ Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso travaillant pour une organisation internationale de consolidation de la paix, conférence, in EUAA, *West Africa Network meeting*, Copenhague, 07/05/2025

¹⁴⁵ Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso travaillant pour une organisation internationale de consolidation de la paix, conférence, in EUAA, *West Africa Network meeting*, Copenhague, 07/05/2025

¹⁴⁶ Timbuktu Institute, 03/11/2025, [url](#)

¹⁴⁷ Nations unies - Assemblée générale et Conseil de sécurité, 17/06/2025, [url](#)

¹⁴⁸ UNFPA, 04/11/2025, [url](#)

¹⁴⁹ UNFPA, 04/11/2025, [url](#)

6. Répartition géographique

6.1. Généralités

Selon les données de l'ACLED, du 1^{er} juillet 2024 au 14 novembre 2025, la région de la Boucle du Mouhoun a été la plus touchée par l'insécurité (1.865 victimes), suivie par les régions de l'Est (1.762 victimes) et du Sahel (1.490 victimes). Les régions du Centre, Centre-Sud et Plateau-Central n'ont pas été concernées par ces violences¹⁵⁰.

Le graphique suivant comptabilise le nombre d'incidents et de victimes par région durant cette période :

Répartition géographique des incidents sécuritaires et des décès qui en résultent entre le 1^{er} juillet 2024 et le 14 novembre 2025

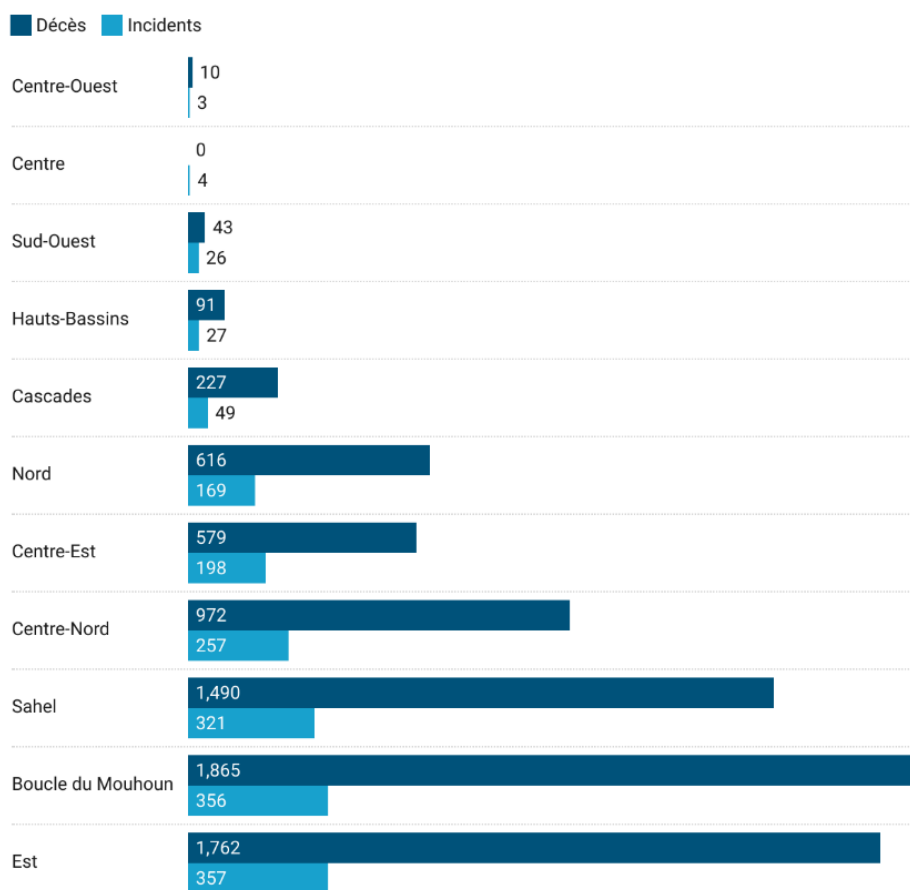


Chart: CGRA/CEDOCA • Source: ACLED • Created with Datawrapper

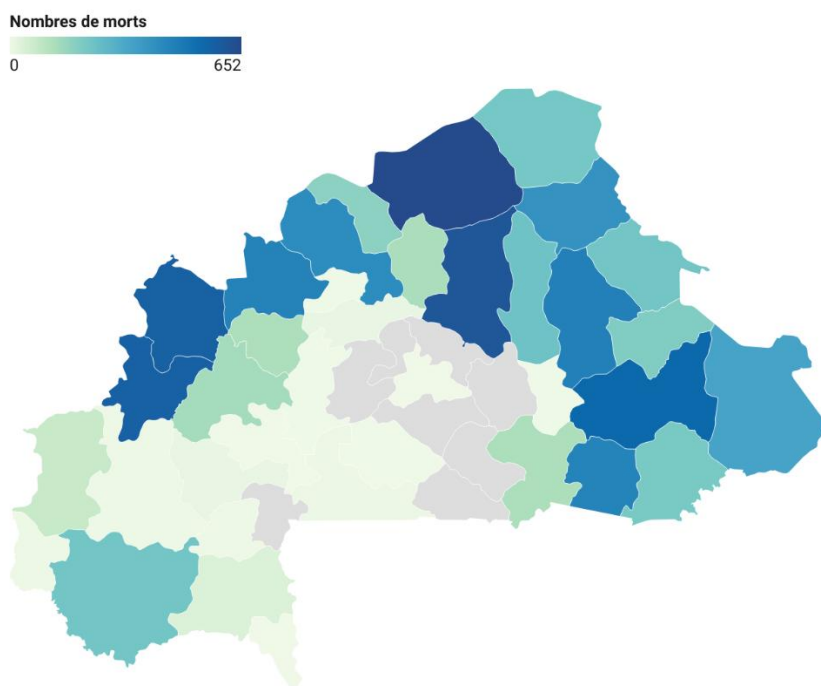
Graphique 8 : Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/07/2024 – 14/11/2025¹⁵¹

¹⁵⁰ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/11/2025, [url](#)

¹⁵¹ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/11/2025, [url](#) ; ACLED via Datawrapper, *Répartition géographique des incidents sécuritaires et des décès qui en résultent entre le 1^{er} juillet 2024 et le 14*

La carte suivante ventile ces mêmes données pour la même période mais par provinces. Les provinces les plus touchées sont celles du Soum (652 victimes) et de Sanmatenga (609 victimes)¹⁵².

Nombres de morts par provinces du 1er juillet 2024 au 14 novembre 2025



Carte: CGRA/Cedoca • Source: ACLED • Créé avec Datawrapper

Carte 6 : Carte réalisée par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/07/2024 – 14/11/2025¹⁵³

Le sud du Burkina Faso est décrit par JA comme une zone de repli, de transit et de commandement pour ces groupes armés¹⁵⁴.

La situation est particulièrement tendue dans l'est du Burkina Faso, à la frontière avec le Togo et le Bénin, où les VDP défendent seuls des centaines de localités assiégées. La capitale régionale, Fada N'Gourma, serait la seule localité encore sous contrôle de l'État. Selon un chercheur cité par JA, le JNIM y aurait renforcé son influence et exercerait un contrôle significatif sur de larges pans de l'économie. Les VDP se trouvent désormais dans une posture plus défensive qu'en 2023, en raison de la pression constante exercée par le JNIM¹⁵⁵.

novembre 2025 [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 26/11/2025, [url](#)

¹⁵² ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/11/2025, [url](#)

¹⁵³ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/11/2025, [url](#) ; ACLED via Datawrapper, 27/11/2025, [url](#)

¹⁵⁴ JA (Toulemonde M.), 31/05/2025, [url](#)

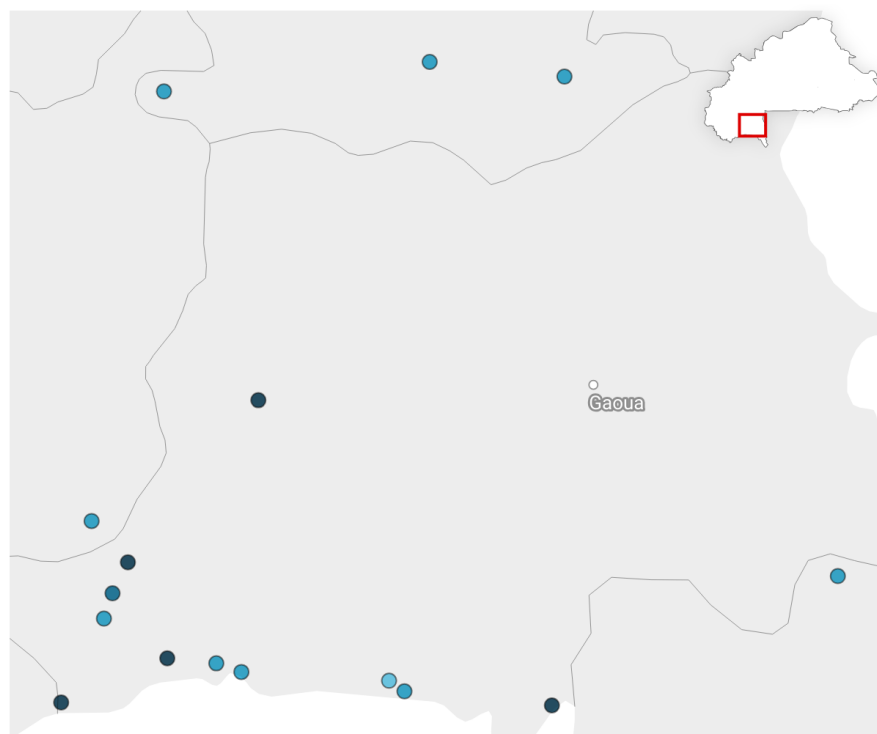
¹⁵⁵ JA (Toulemonde M.), 25/10/2025, [url](#)

6.2. Région du Sud-Ouest

Dans cette région, entre le 1^{er} juillet 2024 et le 14 novembre 2025, les incidents mentionnés ci-dessous ont causé la mort de 33 personnes¹⁵⁶.

Violences dans la région du Sud-Ouest

■ Battles ■ Battles + Explosions/Remote violence ■ Explosions/Remote violence ■ Violence against civilians



JNIM = Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin's (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, affilié à Al-Qaïda)

Carte: CGRA/Cedoca • Source: ACLED • Créé avec Datawrapper

Carte 7 : Carte réalisée par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/07/2024 -14/11/2025¹⁵⁷

6.3. Région du Centre-Ouest

Dans cette région, entre le 1^{er} juillet 2024 et le 14 novembre 2025, les incidents mentionnés ci-dessous ont causé la mort de dix personnes¹⁵⁸.

¹⁵⁶ Ces violences sont décrites dans la carte en ligne, disponible via le lien de la notes subpaginale correspondante. Dans ces descriptions figurent entre les parenthèses les précisions de ces localités selon le format « département, province », ou juste « province ».

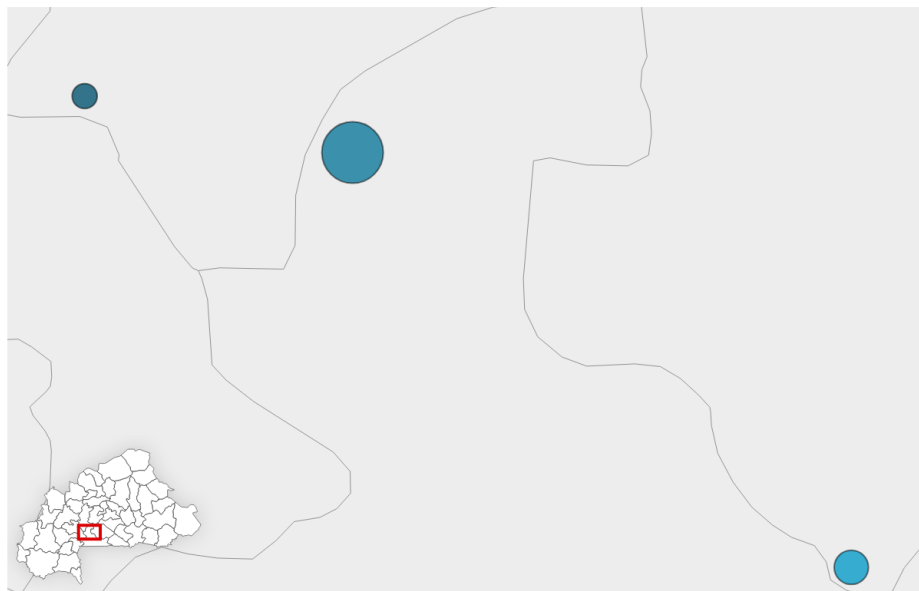
¹⁵⁷ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/11/2025, [url](#) ; ACLED via Datawrapper, *Violences dans la région du Sud-Ouest* [carte réalisée via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 26/11/2025, [url](#)

¹⁵⁸ Ces violences sont décrites dans la carte en ligne, disponible via le lien de la notes subpaginale correspondante. Dans ces descriptions figurent entre les parenthèses les précisions de ces localités selon le format « département, province », ou juste « province ».

Violences dans la région du Centre-Ouest

■ Battles ■ Explosions/Remote violence ■ Violence against civilians

Nombre de morts ○ 1 ○ 3 ○ 7



JNIM = Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin's (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, affilié à Al-Qaïda)
Carte: CGRA/Cedoca • Source: ACLED • Créé avec Datawrapper

Carte 8 : Carte réalisée par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/07/2024 -14/11/2025¹⁵⁹

6.4. Région du Centre (dont Ouagadougou)

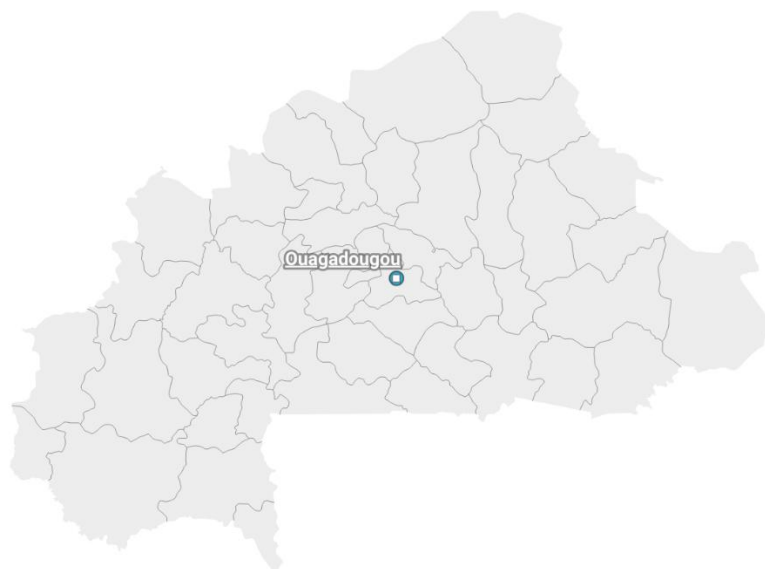
Selon les données de l'ACLED, aucun décès n'a été signalé dans cette région pour la période considérée. Les incidents signalés concernent des enlèvements visant des magistrats, ainsi qu'un incident survenu à Ouagadougou : des gendarmes ont ouvert le feu sur un camion ayant pénétré dans le périmètre de sécurité du camp de gendarmerie de Paspanga sans se conformer aux injonctions, blessant grièvement le conducteur¹⁶⁰.

¹⁵⁹ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/11/2025, [url](#) ; ACLED via Datawrapper, *Violences dans la région du Centre-Ouest* [carte réalisée via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 26/11/2025, [url](#)

¹⁶⁰ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/11/2025, [url](#)

Violence dans la région du Centre

■ Violence against civilians



Carte: CGRA/Cedoca • Source: ACLED • Créé avec Datawrapper

Carte 9 : Carte réalisée par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/07/2024 -14/11/2025¹⁶¹

Selon plusieurs analyses, les attaques répétées et l'insécurité croissante ont contribué à rendre les capitales du Mali et du Burkina Faso instables. La possibilité d'une prise de Ouagadougou par le JNIM, auparavant jugée improbable, est désormais décrite comme étant plausible par certains diplomates et analystes¹⁶².

L'expert de la sécurité au Burkina Faso estimait en mai 2025 que le JNIM pourrait être en mesure de prendre Ouagadougou dans l'hypothèse où des tensions internes à l'armée provoqueraient un effondrement du système de sécurité, ou si le groupe parvenait à entourer la ville, à l'isoler de ses routes de ravitaillement et à pousser les autorités à négocier¹⁶³. Lassina Diarra (expert à l'Académie internationale de lutte contre le terrorisme de Jacqueline, en Côte d'Ivoire) constate en juin 2025 qu'au regard de l'augmentation des capacités opérationnelles du JNIM, une prise de la capitale serait envisageable, tout en indiquant que sa capacité à assurer la gestion d'un tel centre urbain demeure incertaine¹⁶⁴.

Selon une évaluation du journal Le Monde en juin 2025, la prise de Ouagadougou est cependant jugée improbable à court terme. Il est plutôt indiqué que le JNIM développe progressivement des structures d'administration islamique dans les zones sous son influence¹⁶⁵. Selon l'Institute for Security Studies

¹⁶¹ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/11/2025, [url](#) ; ACLED via Datawrapper, *Violence dans la région du Centre* [carte réalisée via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 26/11/2025, [url](#)

¹⁶² Reuters (Miridzhanian A., Aksar M.), 17/07/2025, [url](#) ; The Africa report (Bojang Sh.), 22/10/2025, [url](#)

¹⁶³ Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso travaillant pour une organisation internationale de consolidation de la paix, conférence, in EUAA, *West Africa Network meeting*, Copenhague, 07/05/2025

¹⁶⁴ Le Monde, 06/06/2025, [url](#)

¹⁶⁵ Le Monde (Roger B.), 13/06/2025, [url](#)

(ISS), le JNIM et l'EIGS n'auraient pas manifesté l'intention de s'emparer du pouvoir dans les capitales de la région ; leurs stratégies viseraient surtout à éroder l'autorité de l'État dans les zones rurales périphériques. Bien que ces groupes aient temporairement contrôlé certaines villes de l'intérieur au Burkina Faso, telles que Djibo et Diapaga, les analyses publiées par l'ISS en juin 2025 indiquent que ces groupes ne disposent ni de la capacité de feu ni des moyens logistiques nécessaires pour assiéger durablement une capitale de l'envergure de Ouagadougou. Leur force est davantage associée à leur mobilité et à leur connaissance du terrain. Leurs capacités opérationnelles sont décrites comme limitées, reposant principalement sur des armes légères, l'usage de motos, d'engins explosifs improvisés et de drones civils armés¹⁶⁶.

Selon une autre source interrogée par Reuters, les récentes attaques du JNIM s'inscriraient dans une stratégie visant à encercler les capitales sahéliennes, avec l'objectif de constituer un « État parallèle » s'étendant du Mali occidental au sud du Niger et au nord du Bénin. Malgré une progression d'un islam rigoriste dans certains centres urbains, les populations de Bamako, Ouagadougou et Niamey resteraient majoritairement hostiles aux groupes djihadistes, ceux-ci étant associés aux violences et à l'instabilité persistante dans la région¹⁶⁷.

En novembre 2025, des explosifs et autres objets prohibés ont été retrouvés dans plusieurs marchés de Ouagadougou, donnant lieu à une vaste opération sécuritaire¹⁶⁸.

7. Déplacements de population

7.1. Absence de chiffres officiels

L'évaluation des déplacements internes au Burkina Faso souffre de l'absence de données officielles actualisées depuis mars 2023. A cette date, les autorités faisaient état d'un peu plus de deux millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays¹⁶⁹. Ce chiffre, également repris par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et l'Organisation internationale pour les migrations¹⁷⁰, n'a pas été révisé depuis, la junte ayant interdit aux acteurs humanitaires toute collecte de données en raison des violences, selon la journaliste Sophie Douce¹⁷¹. Depuis mars 2023, de nouveaux déplacements ont eu lieu, principalement à la suite d'attaques armées¹⁷². Certaines estimations non officielles évoquent au moins 1,1 million de nouveaux déplacés supplémentaires depuis mars 2023, selon l'expert de la situation sécuritaire en mai 2025¹⁷³. D'après des sources diplomatiques et humanitaires, le nombre total de personnes déplacées serait entre 3 et 5 millions¹⁷⁴. Entre janvier et mai 2025, 229.515 personnes, soit 36.826 ménages, auraient été nouvellement déplacées, représentant une hausse de 92 % par rapport à la même période en 2024¹⁷⁵.

¹⁶⁶ ISS (Koné H., Sow D.), 17/06/2025, [url](#)

¹⁶⁷ Reuters (Miridzhanian A., Aksar M.), 17/07/2025, [url](#)

¹⁶⁸ Channel Africa (Zondi A.), 20/11/2025, [url](#)

¹⁶⁹ CESA, 09/09/2025, [url](#)

¹⁷⁰ HCR, 30/06/2025, [url](#) ; OIM, 18/11/2025, [url](#)

¹⁷¹ La Croix (Douce S.), 02/10/2025, [url](#)

¹⁷² Degorce A., et al., 2024, [url](#) ; PASAS (Hagberg S.), 14/04/2025, [url](#)

¹⁷³ Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso travaillant pour une organisation internationale de consolidation de la paix, conférence, in EUAA, *West Africa Network meeting*, Copenhague, 07/05/2025

¹⁷⁴ CESA, 09/09/2025, [url](#)

¹⁷⁵ CESA, 09/09/2025, [url](#)

7.2. A Ouagadougou

La situation à Ouagadougou est singulière¹⁷⁶. Selon les résultats d'une enquête menée en 2021 sur les personnes déplacées internes installées à Ouagadougou, l'analyse des données statistiques dans la capitale révèle la crainte des autorités face à un éventuel afflux massif vers Ouagadougou, qu'elles s'efforcent de contenir. Pour elles, les enjeux liés à la reconnaissance officielle sont majeurs : l'enregistrement des déplacés conditionne leur prise en charge et peut ainsi créer un effet d'attraction susceptible de provoquer des migrations importantes vers la capitale, avec le risque d'engendrer de fortes tensions sociales. Il en résulte que les chiffres avancés par les autorités sont contestés¹⁷⁷.

À Ouagadougou, les lieux désignés comme sites de déplacés internes ne correspondent ni à des camps formels ni à des espaces clairement identifiables par des installations ou des dispositifs d'assistance d'urgence, tels que les tentes du HCR observées dans d'autres régions du pays. En effet, les camps de déplacés ne sont pas reconnus dans la capitale et sont considérés comme inexistant¹⁷⁸.

Dès lors, les zones dites « non-loties », généralement situées à la périphérie de la ville, constituent des lieux d'installation privilégiés pour les personnes déplacées. Ces quartiers sont qualifiés d'« irréguliers » au regard des documents d'urbanisme et se distinguent des quartiers « réguliers » ou « lotis », qui correspondent à la ville dite légale. Des quartiers tels que Pazani, Zongo et Kamboinsé étaient à l'origine des villages, intégrés progressivement à l'espace urbain par la croissance spatiale de la capitale¹⁷⁹.

Ces zones non-loties occupent une place centrale dans le processus d'urbanisation et se caractérisent par des situations d'informalité et d'invisibilité. Elles entourent les grandes villes et constituent des espaces d'« entre-deux » socio-spatial, temporel et juridique, situés entre le formel et l'informel. C'est dans ces espaces que les personnes déplacées cherchent à s'installer de manière provisoire. Les effets des déplacements sur l'urbanisation se traduisent donc notamment par une occupation accrue du foncier dans les zones non-loties, bien qu'il soit actuellement difficile de disposer de données chiffrées fiables¹⁸⁰. Les études mentionnent une absence de prise en charge des besoins primaires des déplacés, notamment en matière de logement, d'alimentation et de scolarisation des enfants, aides qui sont en principe destinées aux personnes déplacées enregistrées et reconnues officiellement. Dans un contexte de forte pression foncière à Ouagadougou, les possibilités de poursuivre des activités agricoles pour les déplacés originaires des zones rurales sont très limitées. Les conditions de vie dans les quartiers périphériques, sont décrites comme particulièrement éprouvantes¹⁸¹.

Les déplacés installés dans ces zones évoquent une économie de survie et, dans certains cas, des souffrances psychiques et sociales, y compris parmi ceux disposant d'un capital social plus favorable ou ayant accédé à la propriété. Plusieurs facteurs de vulnérabilité sont identifiés, tels que la monétarisation des besoins primaires, la dépendance à des emplois journaliers, les tensions de

¹⁷⁶ Dans les villes sahéliennes, le niveau d'urbanisation était déjà élevé avant l'arrivée des personnes déplacées, en raison de dynamiques migratoires de longue date vers les grands centres urbains. Au Burkina Faso, Ouagadougou et Bobo-Dioulasso ont concentré 60 % des migrations internes en 1996 et 53,7 % en 2006. La mobilité des populations constitue une caractéristique structurelle des sociétés sahéliennes, incluant notamment la transhumance, la migration vers les grandes villes et les pays côtiers. Si l'ensemble de ces mobilités n'est pas systématiquement lié aux crises sécuritaires, les déplacements massifs observés actuellement sont décrits comme d'une ampleur différente. L'urbanisation accélérée, en particulier dans les villes secondaires, est en grande partie associée aux insécurités et aux violences : Degorce A., et al., 2024, [url](#) ; PASAS (Hagberg S.), 14/04/2025, [url](#)

¹⁷⁷ Degorce A., et al., 2024, [url](#)

¹⁷⁸ Degorce A., et al., 2024, [url](#)

¹⁷⁹ Degorce A., et al., 2024, [url](#) ; PASAS (Hagberg S.), 14/04/2025, [url](#)

¹⁸⁰ Degorce A., et al., 2024, [url](#) ; PASAS (Hagberg S.), 14/04/2025, [url](#)

¹⁸¹ Degorce A., et al., 2024, [url](#) ; PASAS (Hagberg S.), 14/04/2025, [url](#)

voisinage liées à l'accès à l'eau et aux ressources, la déscolarisation des enfants, les difficultés d'appropriation de l'espace urbain et la fragilisation des sociabilités religieuses¹⁸².

Les enquêtes soulignent l'expérience d'une double insécurité vécue par les déplacés dans la capitale : celle liée aux violences ayant motivé leur départ, et celle résultant de leur précarisation après le déplacement. Cette insécurité contraint les ménages à privilégier des stratégies de subsistance à court terme et des activités génératrices de revenus journaliers, souvent pénibles et précaires, principalement dans le secteur informel et notamment dans la construction. Les femmes engagées dans des activités telles que le ramassage de sable et de gravillons expriment un fort sentiment de relégation, accentué par l'abandon forcé de leurs activités agricoles dans un contexte de rareté des terres¹⁸³.

7.3. En dehors de Ouagadougou

Dans les quatorze principales villes du pays, les déplacés vivant dans les quartiers non-lotis présentés *supra* font face à une insuffisance, voire à une absence fréquente, de services publics de base. Les villes secondaires sont décrites comme particulièrement exposées aux insécurités et aux violences, car elles constituent souvent une première zone de refuge pour les populations fuyant ces situations¹⁸⁴.

La crise du déplacement affecte fortement les régions d'accueil, notamment Ouahigouya, capitale de la région du Nord, qui hébergeait plus de 144.000 personnes déplacées internes début 2023 (derniers chiffres disponibles). La présence prolongée de ces populations accroît la pression sur les ressources limitées et génère des tensions, notamment liées à une stigmatisation des déplacés peuls¹⁸⁵. Selon un sociologue de l'Université Joseph Ki-Zerbo, les déplacements ont également renforcé les dynamiques patriarcales ainsi qu'une augmentation des VBG¹⁸⁶. La région de la Boucle du Mouhoun a été la plus touchée en mai 2025, avec plus de 106.000 personnes déplacées, dont plus de 65.000 enfants. Cela représente 45 % du nombre total de déplacés internes. Selon le Fonds des Nations unies pour l'enfance (United Nations Children's Fund, UNICEF), les besoins les plus urgents concernent les abris, la sécurité alimentaire, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, ainsi que la protection et l'éducation, alors que la détérioration de la situation sécuritaire entrave le travail des ONG¹⁸⁷.

Les violences et pillages ont poussé de nombreux habitants à abandonner leurs cultures de coton ou de maïs pour se réfugier dans les villes sous protection des forces armées et des VDP, compromettant leurs moyens de subsistance et affectant une filière cotonnière représentant environ 4 % du PIB et deuxième produit d'exportation du pays¹⁸⁸.

Enfin, le gouvernement s'est engagé dans la promotion du retour des personnes déplacées dans leurs localités d'origine. Bien que certains retours aient eu lieu, l'absence de données officielles, le manque de coordination des initiatives de retour et la poursuite des attaques contre des villages compliquent la situation¹⁸⁹. Les autorités évoquent le retour d'environ un million de personnes, tandis que des ONG avancent des estimations nettement inférieures, autour de 40.000 retours¹⁹⁰.

¹⁸² Degorce A., et al., 2024, [url](#) ; PASAS (Hagberg S.), 14/04/2025, [url](#)

¹⁸³ Degorce A., et al., 2024, [url](#) ; PASAS (Hagberg S.), 14/04/2025, [url](#)

¹⁸⁴ Degorce A., et al., 2024, [url](#) ; PASAS (Hagberg S.), 14/04/2025, [url](#)

¹⁸⁵ Clingendael (Golovko E., Willeme L.), 07/01/2025, [url](#)

¹⁸⁶ La Revue Africaine des Sciences Sociales (Lompo M.), 06/2024, [url](#)

¹⁸⁷ Nations unies – Infos, 10/06/2025, [url](#)

¹⁸⁸ JA (Maillard M., Millecamps M., Olivier M.), 20/05/2025, [url](#)

¹⁸⁹ Clingendael (Golovko E., Willeme L.), 07/01/2025, [url](#)

¹⁹⁰ PASAS (Hagberg S.), 14/04/2025, [url](#) ; Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso travaillant pour une organisation internationale de consolidation de la paix, conférence, in EUAA, *West Africa Network meeting*, Copenhague, 07/05/2025

7.4. En dehors du Burkina Faso

Un afflux régulier de réfugiés burkinabè vers le Sénégal, le Ghana et la Côte d'Ivoire est signalé¹⁹¹. Au Mali, plus de 180.000 réfugiés burkinabè sont accueillis par les communautés locales, mais celles-ci peinent à répondre à l'ensemble de leurs besoins. Le Norwegian Refugee Council pointe quatre problèmes majeurs : le manque d'abris, de nourriture et d'eau ; l'accès limité à la terre ; et les difficultés d'enregistrement, qui conditionnent l'accès à l'aide des ONG présentes¹⁹². En Côte d'Ivoire, environ 70.000 personnes ont trouvé asile, principalement dans le nord-est du pays¹⁹³. En novembre 2025, 69.000 demandeurs d'asile burkinabè se sont vu reconnaître le statut de réfugiés en Côte d'Ivoire¹⁹⁴.

Le Burkina Faso accueille pour sa part des réfugiés et demandeurs d'asile d'autres pays, au nombre de 42.467 individus (10.570 ménages) en novembre 2025, majoritairement originaires du Mali (95 %) et principalement installés dans la région du Sahel¹⁹⁵.

8. Impact de la violence sur la vie quotidienne

8.1. Droits humains

Depuis septembre 2022 et l'arrivée au pouvoir d'Ibrahim Traoré, le Burkina Faso connaît un resserrement de l'espace démocratique, marqué notamment par une volonté de rupture avec d'anciens partenaires internationaux. Les libertés individuelles, syndicales, politiques ou journalistiques n'ont cessé de reculer¹⁹⁶.

Le Comité des droits de l'homme des Nations unies rapporte que des décrets et mesures d'urgence seraient utilisés pour réduire l'espace civique et faire taire journalistes, défenseurs des droits humains, avocats et magistrats perçus comme critiques, limitant ainsi l'exercice de plusieurs droits fondamentaux¹⁹⁷.

Depuis 2022, les autorités dirigées par le capitaine Traoré ont notamment suspendu les activités des quelque 200 partis politiques officiellement recensés dans le pays, et les activités politiques demeurent à ce jour suspendues¹⁹⁸.

Depuis 2023, des dizaines de journalistes, opposants et défenseurs des droits humains auraient été réquisitionnés illégalement, tandis que six magistrats auraient été enlevés par l'Agence nationale de renseignement en octobre 2025¹⁹⁹.

Des sources décrivent un durcissement de la répression depuis 2025, avec des arrestations arbitraires de journalistes et de membres de la société civile, des disparitions forcées, des détentions illégales, des exécutions sommaires, la suspension prolongée des partis politiques, des pressions sur les médias

¹⁹¹ CESA, 09/09/2025, [url](#)

¹⁹² RFI, 22/08/2024, [url](#) ; NRC, 21/08/2024, [url](#)

¹⁹³ Le Monde, 12/02/2025, [url](#)

¹⁹⁴ RFI (Almeras B.), 21/11/2025, [url](#)

¹⁹⁵ HCR, 11/11/2025, [url](#)

¹⁹⁶ BBC, 19/09/2025, [url](#) ; RFI, 30/09/2025, [url](#)

¹⁹⁷ Nations unies - Comité des droits de l'homme, 24/04/2025, [url](#)

¹⁹⁸ Timbuktu Institute, 07/2025, [url](#) ; Nations unies - Conseil de sécurité, 31/07/2025, [url](#)

¹⁹⁹ Le Temps (Toulemonde M.), 26/10/2025, [url](#)

locaux et étrangers, des incitations à la délation contre les « ennemis de la patrie » et des enrôlements illégaux dans l'armée ²⁰⁰.

Pour rappel, le décret de « mobilisation générale », promulgué en avril 2023, confère au président des pouvoirs étendus, notamment celui d'enrôler des civils sans procédure régulière. Selon HRW, cette loi aurait été utilisée pour réprimer l'opposition politique, les médias et les voix dissidentes, ainsi que pour enrôler illégalement des détracteurs, journalistes, activistes, procureurs et juges²⁰¹.

Certaines personnes arrêtées ont été libérées après plusieurs jours ou plusieurs mois²⁰², d'autres sont apparues dans des vidéos, en tenue militaire, présentant leurs excuses au gouvernement²⁰³. Le 2 avril 2025, par exemple, trois journalistes sont apparus dans une vidéo en uniforme militaire après avoir été arrêtés par des hommes armés pour avoir critiqué les restrictions imposées à la presse²⁰⁴.

8.2. Services étatiques

L'expert sur la situation sécuritaire au Burkina Faso constatait en mai 2025 la présence très faible de l'État dans les zones instables, ainsi qu'une incapacité quasi totale de l'administration burkinabè à se déplacer en milieu rural. L'administration demeure essentiellement présente dans les capitales régionales ou provinciales et dans certains chefs-lieux de départements²⁰⁵.

8.2.1. Scolarité

Les Nations unies ont recensé dix attaques contre des écoles durant l'année 2024²⁰⁶. Les sources indiquent que plus de 5.000 écoles ont été fermées en raison de l'insécurité, privant près de deux millions d'enfants d'accès à l'éducation, tandis que plus de 3,2 millions d'enfants ont besoin d'une aide humanitaire²⁰⁷. En mars 2025, environ 20 % des établissements scolaires étaient toujours fermés²⁰⁸. Certaines écoles ont toutefois pu rouvrir²⁰⁹. Selon Gannet Insights, Les régions les plus affectées sont les suivantes :

²⁰⁰ JA (Sivieude M.), 29/04/2025, [url](#) ; RFI, 02/05/2025, [url](#) ; JA, 27/07/2025, [url](#) ; Le Monde, 28/07/2025, [url](#) ; FIDH, 11/09/2025, [url](#) ; BBC, 19/09/2025, [url](#) ; HRW, 22/10/2025, [url](#)

²⁰¹ HRW, 10/10/2025, [url](#) ;

²⁰² RSF, 15/07/2025, [url](#) ; Le Monde, 23/07/2025, [url](#) ; Le Monde, 29/07/2025, [url](#) ; Burkina Yawana, 07/10/2025, [url](#) ; RFI, 25/11/2025, [url](#)

²⁰³ RFI, 21/07/2025, [url](#)

²⁰⁴ Nations unies - Conseil de sécurité, 31/07/2025, [url](#)

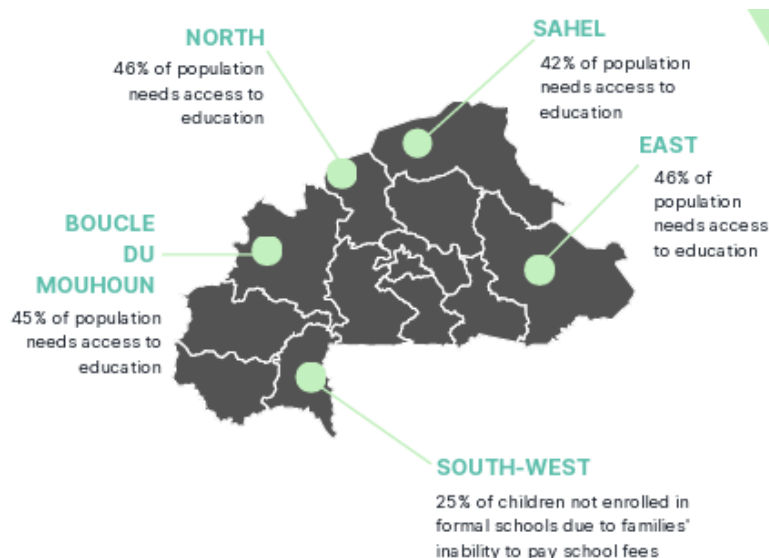
²⁰⁵ Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso travaillant pour une organisation internationale de consolidation de la paix, conférence, in EUAA, *West Africa Network meeting*, Copenhague, 07/05/2025

²⁰⁶ Nations unies - Assemblée générale et Conseil de sécurité, 17/06/2025, [url](#)

²⁰⁷ DFS, 01/05/2025, [url](#) ; Timbuktu Institute, 07/2025, [url](#) ; CESA, 09/09/2025, [url](#)

²⁰⁸ DFS, 01/05/2025, [url](#)

²⁰⁹ Timbuktu Institute, 07/2025, [url](#)



Carte 10 : Régions les plus touchées par les problèmes d'accès à l'éducation²¹⁰

Par ailleurs, le contexte de baisse des financements internationaux affecte les organisations éducatives. Le nombre croissant de personnes déplacées exerce une pression sur des ressources limitées. Les enfants non scolarisés sont exposés à un risque accru d'exploitation et de recrutement par des groupes armés²¹¹. Des enseignants quittent la profession en raison des risques sécuritaires, principalement liés aux attaques menées par des groupes djihadistes ciblant les écoles²¹².

8.2.2. Santé

Les Nations unies ont relevé dix-huit attaques contre des hôpitaux au cours de l'année 2024²¹³. Le dernier bulletin du Cluster santé concernant le Burkina Faso remonte à octobre 2024. À cette date, plus de 424 formations sanitaires (soit 17,7 %) étaient fermées et 309 (12,9 %) fonctionnaient de manière minimale en raison de l'insécurité, privant ainsi plus de quatre millions de personnes d'un accès aux soins. Entre juin et septembre 2024, 52 structures sanitaires ont pu rouvrir²¹⁴. La situation de la fonctionnalité des formations sanitaires au 31 août 2024 était la suivante :

²¹⁰ DFS, 01/05/2025, [url](#)

²¹¹ DFS, 01/05/2025, [url](#)

²¹² The Guardian (Kaamil A.), 10/01/2025, [url](#)

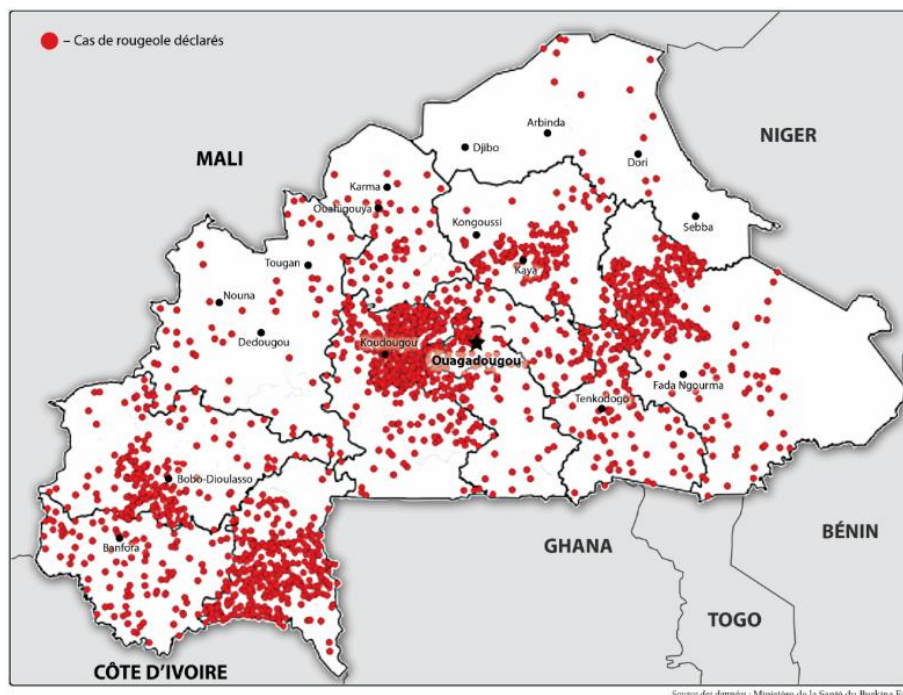
²¹³ Nations unies - Assemblée générale et Conseil de sécurité, 17/06/2025, [url](#)

²¹⁴ OMS, 31/10/2024, [url](#)

Région sanitaire	Total FS	FS fermées		FS fonctionnant a minima	
		Nombre	%	Nombre	%
Boucle du Mouhoun	307	76	25%	75	24%
Cascades	133	1	1%	19	14%
Centre-Est	249	20	8%	25	10%
Centre-Nord	221	91	41%	43	19%
Centre-Ouest	298	2	1%	2	1%
Est	221	62	28%	82	37%
Hauts-Bassins	362	11	3%	6	2%
Nord	283	66	23%	28	10%
Sahel	143	94	66%	29	20%
Sud-Ouest	172	1	1%	0	0%
Total général	2389	424	17,7%	309	12,9%

Tableau 1 : Situation de la fonctionnalité des formations sanitaires au Burkina Faso au 31 août 2024²¹⁵

Par ailleurs, depuis début 2025, le pays fait face à plusieurs épidémies simultanées, dont la rougeole, la polio, l'hépatite E et la fièvre jaune. L'UNICEF indique que 2.168 cas de rougeole ont été enregistrés nationalement durant les cinq premiers mois de 2025, un chiffre proche du total annuel de 2.190 cas recensés en 2023²¹⁶ :



Carte 11 : Cas de rougeole en 2025²¹⁷

²¹⁵ CESA, 09/09/2025, [url](#) ; OMS, 31/10/2024, [url](#)

²¹⁶ CESA, 09/09/2025, [url](#)

²¹⁷ CESA, 09/09/2025, [url](#)

8.3. Situation humanitaire

En mai 2025, environ 46 villes se trouvaient sous blocus imposé par des groupes djihadistes, piégeant plus d'un million d'habitants, avec un réapprovisionnement en biens ou médicaments assuré uniquement par des convois militaires espacés de trois à six mois²¹⁸.

La présence d'engins explosifs improvisés autour de ces localités empêche l'intervention des ONG et selon l'expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, il n'est pas possible de connaître le nombre de personnes n'ayant plus accès à l'aide internationale dans les zones assiégées ou occupées. Les besoins prioritaires concernent la sécurité alimentaire, notamment pour 96 % des personnes déplacées qui ne disposent plus de terres agricoles²¹⁹.

La situation humanitaire est également affectée par un renforcement des mécanismes de contrôle appliqués aux opérations des ONG, par des difficultés de renouvellement de leurs autorisation d'exercice, ainsi que par une interdiction portant sur la distribution d'assistance en espèces, malgré certaines améliorations observées localement. La neutralité des ONG est de plus en plus mise en doute par les autorités militaires²²⁰. Entre juin et juillet 2025, les autorités ont en effet révoqué l'autorisation d'exercer de 21 ONG et suspendu dix autres pour une durée de trois mois. L'ONG International NGO Safety Organisation, spécialisée dans les analyses sécuritaires, a été suspendue pour une durée de trois mois fin juillet 2025, et huit de ses membres, dont plusieurs ressortissants européens, ont été arrêtés²²¹.

Enfin, la suspension de l'aide américaine a eu des répercussions importantes. En 2024, celle-ci finançait 53 % du Plan de réponse humanitaire, alors qu'en 2025, seuls 10 % du plan serait financé. Cette baisse de financement affecte fortement les capacités opérationnelles des agences onusiennes, dont 70 % des activités du Programme alimentaire mondial et 50 à 60 % de celles du HCR²²².

8.4. Sécurité alimentaire

Dans son rapport de novembre 2025, le Famine Early Warning Systems Network²²³ annonce qu'entre février et mai 2026, des « résultats de crise, ou de phase 3 de l'Integrated Food Security Phase Classification²²⁴ », seront attendus dans les communes de Djibo, d'Arbinda, de Gorom-Gorom, de Markoye, de Sebba, de Kantchari et de Diapaga. La carte ci-dessous illustre les degrés de cette insécurité alimentaire :

²¹⁸ Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso travaillant pour une organisation internationale de consolidation de la paix, conférence, in EUAA, *West Africa Network meeting*, Copenhague, 07/05/2025 ; La Croix (Douce S.), 02/10/2025, [url](#)

²¹⁹ Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso travaillant pour une organisation internationale de consolidation de la paix, conférence, in EUAA, *West Africa Network meeting*, Copenhague, 07/05/2025

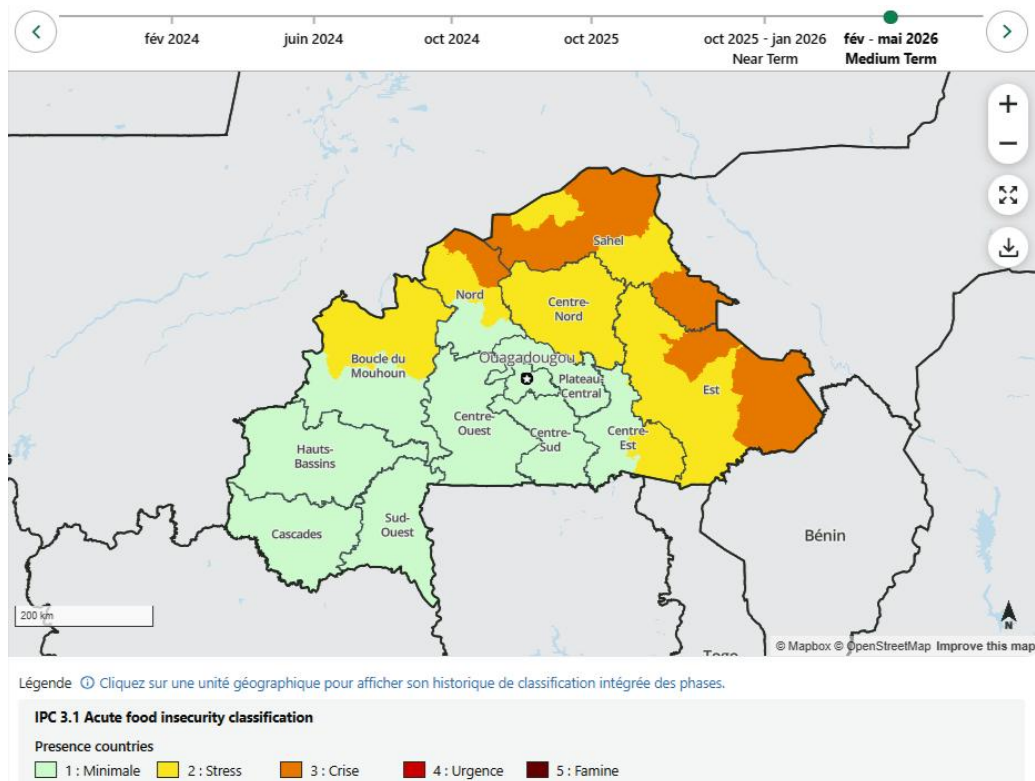
²²⁰ Clingendael (Golovko E., Willeme L.), 07/01/2025, [url](#) ; Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso travaillant pour une organisation internationale de consolidation de la paix, conférence, in EUAA, *West Africa Network meeting*, Copenhague, 07/05/2025

²²¹ France 24, 07/10/2025, [url](#)

²²² Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso travaillant pour une organisation internationale de consolidation de la paix, conférence, in EUAA, *West Africa Network meeting*, Copenhague, 07/05/2025

²²³ Système d'analyse et d'alerte qui surveille l'insécurité alimentaire dans de nombreux pays, financé par le gouvernement des États-Unis.

²²⁴ Méthode normalisée utilisée au niveau international pour analyser et classer la gravité de l'insécurité alimentaire selon cinq phases, allant de la sécurité alimentaire minimale (Phase 1) à la famine (Phase 5).



Carte 12 : Projection de l'insécurité alimentaire de février à mai 2026²²⁵

8.5. Axes routiers

D'après une étude de l'Organisation de coopération et de développement économique, toutes les routes menant à Djibo ont connu des niveaux élevés de violence depuis le début des années 2020. L'autoroute N4 à l'est de Fada N'Gourma a été fréquemment attaquée²²⁶. Selon un des co-auteurs de l'étude, « [I]es axes de transport sont devenus une cible privilégiée des attaques contre les forces gouvernementales, notamment les convois militaires, et un moyen de pression sur les communautés rurales », en particulier par les blocus contre les villes²²⁷.

Par ailleurs, JA signale en mai 2025 que les grandes routes stratégiques vers les capitales – Bamako-Kidira, Ouagadougou-Dori – sont devenues des lieux propices aux embuscades meurtrières²²⁸.

²²⁵ FEWS NET, 14/11/2025, [url](#)

²²⁶ The Conversation.com, 12/09/2025, [url](#)

²²⁷ Le Monde, 07/07/2025, [url](#)

²²⁸ JA (Toulemonde M.), 31/05/2025, [url](#)

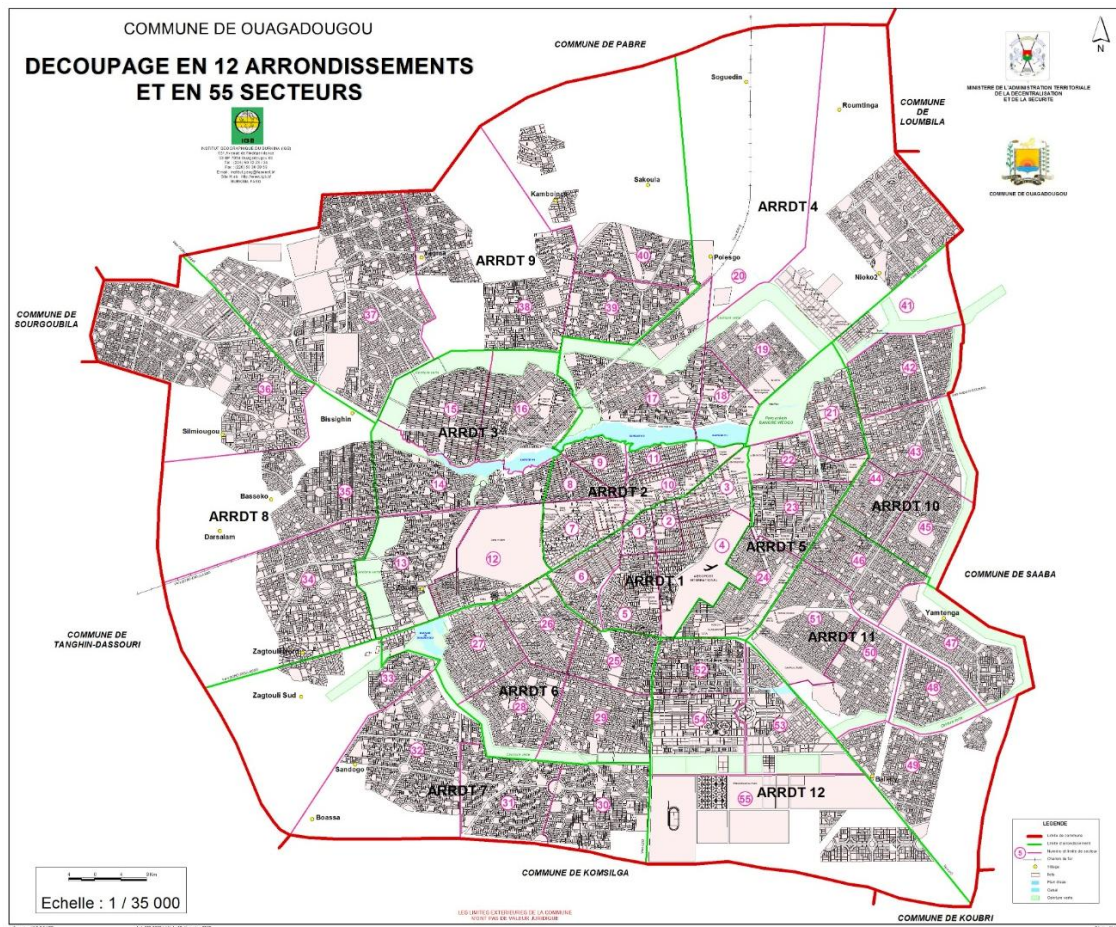
Annexes

Annexe 1 : Carte administrative du Burkina Faso²²⁹



²²⁹ OCHA, 31/01/2023, [url](#)

Annexe 2 : Carte administrative de Ouagadougou²³⁰



Communes	Ressort territorial (secteurs et villages)
Arrondissement n°1	Secteur 1, Secteur 2, Secteur 3, Secteur 4, Secteur 5, Secteur 6
Arrondissement n°2	Secteur 7, Secteur 8, Secteur 9, Secteur 10, Secteur 11
Arrondissement n°3	Secteur 12, Secteur 13, Secteur 14, Secteur 15, Secteur 16
Arrondissement n°4	Secteur 17, Secteur 18, Secteur 19, Secteur 20
Arrondissement n°5	Secteur 21, Secteur 22, Secteur 23, Secteur 24
Arrondissement n°6	Secteur 25, Secteur 26, Secteur 27, Secteur 28, Secteur 29
Arrondissement n°7	Secteur 30, Secteur 31, Secteur 32, Secteur 33
Arrondissement n°8	Secteur 34, Secteur 35, Secteur 36
Arrondissement n°9	Secteur 37, Secteur 38, Secteur 39, Secteur 40
Arrondissement n°10	Secteur 41, Secteur 42, Secteur 43, Secteur 44, Secteur 45
Arrondissement n°11	Secteur 46, Secteur 47, Secteur 48, Secteur 49, Secteur 50, Secteur 51
Arrondissement n°12	Secteur 52, Secteur 53, Secteur 54, Secteur 55

²³⁰ INSD, 12/2025, [url](#)

Bibliographie

Contacts directs

Expert de la situation sécuritaire au Burkina Faso, conférence, in European Union Agency for Asylum (EUAA), *West Africa Network meeting*, Copenhague, 07/05/2025, identité et coordonnées non communiquées pour garantir la sécurité de la source.

Sources écrites et audiovisuelles

Amnesty International (AI), *Burkina Faso/Mali/Niger. Les annonces de retrait de la CPI représentent un recul préoccupant dans la lutte contre l'impunité dans le Sahel et dans le monde*, 23/09/2025, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2025/09/burkina-faso-mali-niger-announcements-of-icc-withdrawal-a-serious-backwards-step-in-fight-against-impunity-in-the-sahel-region-and-worldwide/> [consulté le 05/11/2025]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) (Serwat L. et al.), *Q&A*, 30/09/2024, <https://acleddata.com/qa/qa-islamic-states-pivot-africa> [consulté le 05/11/2025]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) via Datawrapper, *Répartition par mois des incidents entre le 1^{er} juillet 2024 et le 14 novembre 2025* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 26/11/2025, https://www.datawrapper.de/_/8aeVr/?v=2 [consulté le 26/11/2025]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) via Datawrapper, *Types d'incidents survenus du 1^{er} juillet 2024 au 14 novembre 2025* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 26/11/2025, https://www.datawrapper.de/_/KnqRo/?v=3 [consulté le 26/11/2025]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) via Datawrapper, *Acteurs impliqués dans des incidents visant des civils du 1^{er} juillet 2024 au 14 novembre 2025* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 26/11/2025, https://www.datawrapper.de/_/Ld7zk/?v=3

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) via Datawrapper, *Évolution du nombre d'incidents sécuritaires et de décès liés à ceux-ci du 1^{er} juillet 2024 au 14 novembre 2025* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 26/11/2025, https://www.datawrapper.de/_/qKryD/?v=3 [consulté le 26/11/2025]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) via Datawrapper, *Types de violences entre le 1^{er} juillet 2024 et le 14 novembre 2025* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 26/11/2025, <https://datawrapper.dwcdn.net/mnKZn/1/> [consulté le 26/11/2025]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) via Datawrapper, *Nombre de morts par type d'incident du 1^{er} juillet 2024 au 14 novembre 2025* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 26/11/2025, https://www.datawrapper.de/_/tOlCb/ [consulté le 26/11/2025]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) via Datawrapper, *Répartition géographique des incidents sécuritaires et des décès qui en résultent entre le 1^{er} juillet 2024 et le 14 novembre 2025* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 26/11/2025, https://www.datawrapper.de/_/dl68/ [consulté le 26/11/2025]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) via Datawrapper, *Violences dans la région du Sud-Ouest* [carte réalisée via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 26/11/2025, https://www.datawrapper.de/_/IDH2O/?v=3 [consulté le 26/11/2025]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) via Datawrapper, *Violences dans la région du Centre-Ouest* [carte réalisée via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 26/11/2025, <https://datawrapper.dwcdn.net/29Fio/5/> [consulté le 26/11/2025]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) via Datawrapper, *Violence dans la région du Centre* [carte réalisée via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 26/11/2025, <https://www.datawrapper.de/ /a1P4H?v=4> [consulté le 26/11/2025]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) via Datawrapper, *Nombres de morts par provinces du 1^{er} juillet au 14 novembre 2025* [carte réalisée via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 27/11/2025, <https://www.datawrapper.de/ /9H7dF/> [consulté le 27/11/2025]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *About ACLED*, s.d., <https://acleddata.com/about-acleddata/> [consulté le 26/01/2024]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Codebook*, 06/2023, https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/dlm_uploads/2023/06/ACLED_Codebook_2023.pdf [consulté le 26/01/2024]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Coding Review Process, Version 2 (09.2020)*, 11/2021, https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2021/11/ACLED_Coding-Review-Process_v2_September-2020.pdf [consulté le 26/01/2024]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Data Africa*, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/11/2025, <https://www.acleddata.com/data/> [consulté le 21/11/2025]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Fatality Methodology*, 01/2023, https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2023/01/FAQs-ACLED-Fatality-Methodology_2023.pdf [consulté le 26/01/2024]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 14/11/2025, <https://www.acleddata.com/data/> [consulté le 14/11/2025]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Resource Library*, s.d., <https://acleddata.com/resources/#1644417247131-efe69df0-2548> [consulté le 26/01/2024]

BBC (Wycliffe M.), *Burkina Faso army says it foiled 'major' coup plot*, 22/04/2025, <https://www.bbc.com/news/articles/c5yqzpkvzno> [consulté le 06/11/2025]

BBC, *Alliance des Etats du Sahel (AES) : deux ans après, quel bilan retenir ?*, 19/09/2025, <https://www.bbc.com/afrique/articles/cwy8r6kr3ndo> [consulté le 13/11/2025]

Bulletin FrancoPaix (Smirnova T.), *Le JNIM face aux travailleurs de la santé et aux humanitaires : les cas du Burkina Faso, du Mali et du Niger (2022-2025)*, 02/2025, <https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/2025/02/2025-02-Bulletin-vol.-10-no.-2.pdf> [consulté le 05/11/2025]

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA), *Burkina Faso - Carte de référence A0 (A la date du 31 Janvier 2023)*, 31/01/2023, https://www.unocha.org/attachments/8c5d2e7d-3db4-4f88-8e0d-4f9edfea937d/BFA_Map_A0_Carte%20de%20reference.pdf [consulté le 13/11/2025]

Burkina Yawana, *Rasmané Zinaba et Bassirou Badjo du Balai citoyen libres, (familles) – Burkina Yawana*, 07/10/2025, <https://burkinayawana.com/2025/10/07/rasmane-zinaba-et-bassirou-badjo-du-balai-citoyen-libres-familles/> [consulté le 06/11/2025]

Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), *L'évolution du front de la violence des islamistes militants au Sahel*, 22/04/2025, <https://africacenter.org/fr/spotlight/violence-islamistes-militants-au-sahel/> [consulté le 07/11/2025]

Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), *Une divergence croissante de narratifs autour de la sécurité au Burkina Faso*, 09/09/2025, <https://africacenter.org/fr/spotlight/narratifs-securite-burkina-faso/-1750275978172-7a554010-d017> [consulté le 07/11/2025]

Channel Africa (Zondi A.), *Burkina Faso unveils market security operation after discovery of explosives*, 20/11/2025, <https://www.channelafrica.co.za/channelafrica/news/burkina-faso-unveils-market-security-operation-after-discovery-of-explosives/> [consulté le 20/11/2025]

Clingendael (Golovko E., Willeme L.), *The Integration of IDPs into host communities in Ouahigouya, Burkina Faso*, 07/01/2025, https://www.clingendael.org/sites/default/files/2025-01/Clingendael_The_Integration_of_IDPs.pdf [consulté le 13/11/2025]

Comité des droits de l'homme des Nations unies, *Observations finales concernant le deuxième rapport périodique du Burkina Faso*, 24/04/2025, <https://docs.un.org/fr/CCPR/C/BFA/CO/2> [consulté le 20/11/2025]

Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA), *COI Focus Burkina Faso. Situation sécuritaire*, 17/09/2024, https://www.cgara.be/sites/default/files/rapporten/coi_focus_burkina_faso_situation_securitaire_20240917.pdf [consulté le 26/11/2025]

Courrier international (Faivre A.), *Serge Oulon, journaliste disparu au Burkina Faso parce qu'il a "refusé de se soumettre"*, 12/07/2025, https://www.courrierinternational.com/article/liberte-de-la-presse-serge-oulon-journaliste-disparu-au-burkina-faso-parce-qu-il-a-refuse-de-se-soumettre_232881 [consulté le 06/11/2025]

Daily Post, *Residents flee as terrorists overrun Burkina Faso town*, 17/02/2025, <https://dailypost.ng/2025/02/17/residents-flee-as-terrorists-overrun-burkina-faso-town/> [consulté le 28/11/2025]

Data Friendly Space (DFS), *GANNET insights: Education in Burkina Faso (25 April 2025)*, 01/05/2025, <https://reliefweb.int/attachments/22ff384f-37c0-4f85-b203-f3f058484474/Infographic%20GANNET%20-%20Education%20%20April%202025.pdf> [consulté le 05/11/2025]

Degorce A., et al., *Réfugié en son propre pays : Enquête collective sur les personnes déplacées internes à Ouagadougou (Burkina Faso)*, Uppsala : Uppsala Universitet, 2024, <https://uu.diva-portal.org/smash/get/diva2:1850983/FULLTEXT01.pdf> [consulté le 05/11/2025]

Deutsche Welle (DW) (Assignon C.), *Vers un État parallèle au Sahel ? – DW – 23/07/2025*, 23/07/2025, <https://www.dw.com/fr/sahel-terrorisme-jnim-etat-islamique-mali-burkina-niger/a-73387566> [consulté le 05/11/2025]

Duhamel J., *Carte du conflit armé au Burkina Faso (2025): Activité du JNIM et de l'Etat Islamique*, 12/08/2025, <https://www.julesduhamel.com/carte-du-conflit-arme-au-burkina-faso-2025-activite-du-jnim-et-de-letat-islamique/> [consulté le 05/11/2025]

Duhamel J., *Carte du conflit armé au Sahel central (2025): Activité du JNIM et de l'Etat Islamique*, 28/08/2025, <https://www.julesduhamel.com/carte-du-conflit-arme-au-sahel-central-2025-activite-du-jnim-et-de-letat-islamique/> [consulté le 05/11/2025]

Egmont (Wilén N.), *Silence in the Sahel does not Equal Stability*, 17/04/2025, https://www.egmontinstitute.be/app/uploads/2025/04/Nina-Wilen_Policy_Brief_374_vFinal.pdf?type=pdf [consulté le 13/11/2025]

Famine Early Warning Systems Network (FEWS NET), *Burkina Faso - Perspectives sur la sécurité alimentaire: Des écarts de consommation alimentaire persistent dans les zones à fort défi sécuritaire, Octobre 2025 - Mai 2026*, 14/11/2025, <https://fews.net/fr/west-africa/burkina-faso/perspectives-sur-la-securite-alimentaire/octobre-2025/print> [consulté le 13/11/2025]

Fédération internationale pour les droits humains (FIDH), *Burkina Faso : enlèvement, disparition forcée et détention arbitraire de l'avocate et défenseure Ini Benjamine Esther Doli*, 11/09/2025, <https://www.fidh.org/fr/themes/defenseurs-des-droits-humains/burkina-faso-enlevement-disparition-forcee-et-detention-arbitraire-de> [consulté le 06/11/2025]

France 24, *Burkina Faso : trois responsables européens d'une ONG, dont deux Français, arrêtés pour espionnage*, 07/10/2025, <https://www.france24.com/fr/info-en-continu/20251007-burkina-trois-responsables-europ%C3%A9ens-d-une-ong-dont-deux-fran%C3%A7ais-arr%C3%AAt%C3%A9s-pour-espionnage> [consulté le 13/11/2025]

Global Centre for the Responsibility to Protect (GCR2P), *Central Sahel, Burkina Faso - Global Centre for the Responsibility to Protect*, 15/07/2025, <https://www.globalr2p.org/countries/burkina-faso/> [consulté le 22/10/2025]

Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR), *Burkina Faso: factsheet [January - June 2025]*, 30/06/2025, <https://www.unhcr.org/media/burkina-faso-factsheet-january-june-2025> [consulté le 13/11/2025]

Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR), *UNHCR Burkina Faso - Rapport statistiques des réfugiés et demandeurs d'asile (au 31 octobre 2025)*, 11/11/2025, <https://data.unhcr.org/en/documents/download/119559> [consulté le 13/11/2025]

Human Rights Watch (HRW), *Burkina Faso : Des groupes armés islamistes ont massacré des civils*, 15/09/2025, <https://www.hrw.org/fr/news/2025/09/15/burkina-faso-des-groupes-armes-islamistes-ont-massacre-des-civils>

Human Rights Watch (HRW), *Burkina Faso : Des magistrats auraient subi des disparitions forcées*, 22/10/2025, <https://www.hrw.org/fr/news/2025/10/22/burkina-faso-des-magistrats-auraient-subi-des-disparitions-forcees> [consulté le 05/11/2025]

Human Rights Watch (HRW), *Deux activistes burkinabè ayant été enrôlés illégalement dans l'armée ont été libérés*, 10/10/2025, <https://www.hrw.org/fr/news/2025/10/10/deux-activistes-burkinabe-ayant-ete-enroles-illegalement-dans-larmee-ont-ete> [consulté le 06/11/2025]

Institut d'études de sécurité (ISS) (Aikins E. R.), *Burkina Faso : Traoré, au-delà de la popularité et des promesses*, 24/04/2025, <https://issafrica.org/fr/iss-today/burkina-faso-traore-au-dela-de-la-popularite-et-des-promesses> [consulté le 05/11/2025]

Institut d'études de sécurité (ISS) (Koné H., Sow D.), *Pourquoi la prise de contrôle d'une capitale sahélienne par des djihadistes reste improbable*, s.d., <https://issafrica.org/fr/iss-today/pourquoi-la-prise-de-contrôle-d-une-capitale-sahelienne-par-des-djihadistes-reste-improbable> [consulté le 05/11/2025]

Institut national de la statistique et de la démographie (INSD), *Annuaire statistique national de 2024*, 12/2025, www.insd.bf/sites/default/files/2026-01/Annuaire%20statistique%20national%202024%20VF26-12-2025.pdf [consulté le 05/12/2025]

Institute for Economics and Peace (IEP), *Global Terrorism Index 2025*, 05/03/2025, <https://reliefweb.int/attachments/902670dd-99b2-47d9-9b1e-371a4b443ecc/Global-Terrorism-Index-2025.pdf> [consulté le 13/11/2025]

International Crisis Group (ICG) (Pellerin M.), *Major Jihadist Attack Exposes Military Failings in Burkina Faso*, 15/05/2025, <https://www.crisisgroup.org/africa/burkina-faso/major-jihadist-attack-exposes-military-failings-burkina-faso> [consulté le 05/11/2025]

Jeune Afrique (JA) (Ascofaré A. A.), *Le terrorisme, une « menace existentielle » pour toute l'Afrique de l'Ouest : l'appel à l'aide de la Cedeao devant l'ONU*, 21/11/2025, <https://www.jeuneafrique.com/1742134/politique/le-terrorisme-une-menace-existentielle-pour-toute-lafrique-de-louest-lappel-a-laide-de-la-cedeao-devant-lonu/> [consulté le 13/11/2025]

Jeune Afrique (JA) (Glez D.), *Au Burkina Faso, la liberté de la presse attendra*, 27/10/2025, <https://www.jeuneafrique.com/1731614/politique/au-burkina-faso-la-liberte-de-la-presse-attendra/> [consulté le 06/11/2025]

Jeune Afrique (JA) (Maillard M., Millecamps M.), *Binta Sidibé Gascon : « J'assume d'utiliser le terme de nettoyage ethnique peul au Burkina Faso »*, 27/05/2025, <https://www.jeuneafrique.com/1692069/politique/binta-sidibe-gascon-jassume-dutiliser-le-terme-de-nettoyage-ethnique-peul-au-burkina-faso/> [consulté le 05/11/2025]

Jeune Afrique (JA) (Maillard M., Millecamps M., Olivier M.), *Les Peuls face aux junte du Sahel : enquête sur un peuple sacrifié*, 20/05/2025, <https://www.jeuneafrique.com/1688395/politique/les-peuls-face-aux-junte-du-sahel-enquete-sur-un-peuple-sacrifie/> [consulté le 05/11/2025]

Jeune Afrique (JA) (Mieu B.), *Côte d'Ivoire-Burkina Faso : ce que l'on sait des derniers incidents à la frontière*, 31/10/2025, <https://www.jeuneafrique.com/1736099/politique/cote-divoire-burkina-faso-ce-que-lon-sait-des-derniers-incidents-a-la-frontiere/> [consulté le 07/11/2025]

Jeune Afrique (JA) (Sivieude M.), *« Les disparitions forcées, instrument de répression des junte en Afrique de l'Ouest »*, s.d., <https://www.jeuneafrique.com/1681327/politique/les-disparitions-forcees-instrument-de-repression-des-junte-en-afrique-de-louest/> [consulté le 06/11/2025]

- Jeune Afrique (JA) (Toulemonde M.), *Burkina Faso : face aux jihadistes, quel est le vrai bilan des VDP d'Ibrahim Traoré ?*, 25/10/2025, <https://www.jeuneafrique.com/1731794/politique/burkina-faso-face-aux-jihadistes-quel-est-le-vrai-bilan-des-vdp-dibrahim-traore/> [consulté le 06/11/2025]
- Jeune Afrique (JA) (Toulemonde M.), *Sahel : comment les jihadistes cherchent à encercler les villes de l'AES*, s.d., <https://www.jeuneafrique.com/1690160/politique/sahel-comment-les-jihadistes-cherchent-a-encercler-les-villes-de-laes/> [consulté le 05/11/2025]
- Jeune Afrique (JA), *Burkina Faso : « Sur la situation sécuritaire, Ibrahim Traoré veut un black-out total »*, 18/10/2025, <https://www.jeuneafrique.com/1731703/politique/burkina-faso-sur-la-situation-securitaire-ibrahim-traore-veut-un-black-out-total/> [consulté le 06/11/2025]
- Jeune Afrique (JA), *Burkina Faso : enlèvement d'Hermann Yaméogo, célèbre avocat et leader politique*, 27/07/2025, <https://www.jeuneafrique.com/1709651/politique/burkina-faso-enlevement-dhermann-yameogo-celebre-avocat-et-leader-politique/> [consulté le 06/11/2025]
- La Croix (Douce S.), *« Tous les Peuls ont fui » : au Burkina Faso, massacres à huis clos*, 20/04/2025, <https://www.la-croix.com/international/tous-les-peuls-ont-fui-au-burkina-faso-massacres-a-huis-clos-20250420> [consulté le 05/11/2025]
- La Croix (Douce S.), *Au Burkina Faso, la faim et la terreur dans les villes sous blocus djihadiste*, 02/10/2025, <https://www.la-croix.com/international/au-burkina-faso-la-faim-et-la-terreur-dans-les-villes-sous-blocus-djihadiste-20251001> [consulté le 22/10/2025]
- La Revue Africaine des Sciences Sociales (Lompo M.), *Regard sur le statut de la femme déplacée interne en contexte d'insécurité (Centre-Est Burkina Faso)*, in *Pensées genre. Penser autrement*, vol. IV, n° 1, 06/2024, <https://www.rass-pqpa.org/wp-content/uploads/2024/07/TEXTE-COMPLET-V4N%C2%B01-73-94-1.pdf> [consulté le 13/11/2025]
- Le Monde (Roger B.), *« Il y a une omerta sur nos morts » : au Sahel, ces soldats tombés au front que l'on cache*, 28/07/2025, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/07/28/au-sahel-ces-soldats-tombes-au-front-que-l-on-cache-il-y-a-une-omerta-sur-nos-morts_6624868_3212.html [consulté le 05/11/2025]
- Le Monde (Roger B.), *Au Burkina Faso, Ibrahim Traoré sous pression après l'annonce d'une nouvelle tentative de putsch*, 06/05/2025, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/05/06/au-burkina-faso-ibrahim-traore-sous-pression-apres-l-annonce-d-une-nouvelle-tentative-de-putsch_6603428_3212.html [consulté le 06/11/2025]
- Le Monde (Roger B.), *Au Burkina Faso, les BIR du capitaine Traoré en première ligne de la « sale guerre » contre les djihadistes*, 21/03/2025, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/03/21/au-burkina-faso-les-bir-du-capitaine-traore-en-premiere-ligne-de-la-sale-guerre-contre-les-djihadistes_6584131_3212.html [consulté le 22/10/2025]
- Le Monde (Roger B.), *Au Burkina Faso, les Peuls face au poison de la vengeance : « Enfants, femmes, vieillards... Tout le monde y passe »*, 28/03/2025, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/03/28/au-burkina-faso-les-peuls-face-au-poison-de-la-vengeance-enfants-femmes-vieillards-tout-le-monde-y-passe_6586957_3212.html [consulté le 05/11/2025]
- Le Monde (Roger B.), *Au Sahel, l'offensive politique et militaire de la filiale locale d'Al-Qaida : « Le GSIM déroule son plan »*, 13/06/2025, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/06/13/au-sahel-l-offensive-politique-et-militaire-de-la-filiale-locale-d-al-qaida-le-qsim-deroule-son-plan_6612757_3212.html [consulté le 05/11/2025]
- Le Monde, *Au Burkina Faso, « enlèvement » d'un leader politique « par des hommes armés habillés en tenue civile »*, 28/07/2025, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/07/28/au-burkina-faso-enlevement-d-un-leader-politique-par-des-hommes-armes-habilles-en-tenue-civile_6624825_3212.html [consulté le 06/11/2025]
- Le Monde, *Au Burkina Faso, le gouvernement affirme avoir déjoué un « grand complot »*, 22/04/2025, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/04/22/au-burkina-faso-le-gouvernement-affirme-avoir-dejoue-un-grand-complot_6598824_3212.html [consulté le 06/11/2025]
- Le Monde, *Au Burkina Faso, libération de deux journalistes réquisitionnés de force dans la lutte antidjihadiste*, 23/07/2025, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/07/23/au-burkina-faso-liberation-de-deux-journalistes-requisitionnes-de-force-dans-la-lutte-antidjihadiste_6623189_3212.html [consulté le 06/11/2025]

Le Monde, *Au Burkina Faso, un leader politique libéré après son « enlèvement » par des « hommes armés »*, 29/07/2025, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/07/29/au-burkina-faso-un-leader-politique-libere-apres-son-enlevement-par-des-hommes-armes_6625191_3212.html [consulté le 06/11/2025]

Le Monde, *Au Sahel, le regain des violences djihadistes inquiète : « On ne peut pas écarter un scénario à la somalienne »*, 06/06/2025, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/06/06/au-sahel-le-regain-des-violences-djihadistes-inquiete-on-ne-peut-pas-ecarter-un-scenario-a-la-somalienne_6610785_3212.html [consulté le 05/11/2025]

Le Monde, *Au Sahel, miné par les violences djihadistes, les routes sont de tous les dangers*, 07/07/2025, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/07/07/au-sahel-mine-par-les-violences-djihadistes-les-routes-sont-de-tous-les-dangers_6619615_3212.html [consulté le 05/11/2025]

Le Monde, *Des réfugiés burkinabés témoignent : « Terroristes, soldats, miliciens... Tout le monde veut nous tuer »*, 12/02/2025, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/02/12/des-refugies-burkinabes-temoignent-terroristes-soldats-miliciens-tout-le-monde-veut-nous-tuer_6543803_3212.html [consulté le 28/11/2025]

Le Temps (Toulemonde M.), *Au Burkina Faso, l'armée purge la justice, dernier garde-fou face à la répression*, 26/10/2025, <https://www.letemps.ch/monde/afrique/au-burkina-faso-l-armee-purge-la-justice-dernier-garde-fou-face-a-la-repression> [consulté le 06/11/2025]

Mondafrique, *La grande offensive des djihadistes au Sahel avant la saison des pluies*, 11/06/2025, <https://mondafrique.com/a-la-une/grande-offensive-des-djihadistes-au-sahel-avant-la-saison-des-pluies/> [consulté le 05/11/2025]

Nations unies - Assemblée générale et Conseil de sécurité, *Les enfants et les conflits armés - Rapport du Secrétaire général (A/79/878-S/2025/247)*, 17/06/2025, <https://reliefweb.int/attachments/bf796b4c-8e1f-44d6-adc8-034ba9856ead/n2510499.pdf> [consulté le 10/11/2025]

Nations unies - Comité des droits de l'homme, *Observations finales concernant le deuxième rapport périodique du Burkina Faso*, 24/04/2025, <https://docs.un.org/fr/CCPR/C/BFA/CO/2> [consulté le 05/11/2025]

Nations unies - Conseil de sécurité, *Activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel*, 31/07/2025, <https://docs.un.org/fr/S/2025/495> [consulté le 13/11/2025]

Nations unies - Conseil de sécurité, *Activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel. Rapport du Secrétaire général*, 26/03/2025, <https://docs.un.org/fr/S/2025/187> [consulté le 13/11/2025]

Nations unies - Conseil de sécurité, *Lettre datée du 21 juillet 2025, adressée au Président du Conseil de sécurité par la Présidente du Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999), 1989 (2011) et 2253 (2015) concernant l'État islamique d'Iraq et du Levant (Daech), Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés*, 24/07/2025, <https://docs.un.org/fr/S/2025/482> [consulté le 13/11/2025]

Nations unies - Conseil de sécurité, *Lettre datée du 6 février 2025, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Conseil de sécurité agissant en qualité de Président du Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999), 1989 (2011) et 2253 (2015) concernant l'État islamique d'Iraq et du Levant (Daech), Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés, le (la) Président(e) dudit Comité n'ayant pas encore été nommé(e)*, 06/02/2025, <https://docs.un.org/fr/S/2025/71/Rev.1> [consulté le 13/11/2025]

Nations unies - Infos, *Burkina Faso : des milliers de personnes déplacées par les violences*, 10/06/2025, <https://news.un.org/fr/story/2025/06/1156266> [consulté le 28/11/2025]

Norwegian Refugee Council (NRC), *Mali: Dire conditions for Burkinabe refugees in central Mali amid lean season*, 21/08/2024, <https://www.nrc.no/news/2024/august/mali-dire-conditions-for-burkinabe-refugees-in-central-mali-amid-lean-season/> [consulté le 28/11/2025]

Organisation internationale pour les migrations (OIM), *Situation au Sahel Central, Liptako Gourma et pays côtiers - DTM Tableau de bord mensuel #63 (Octobre 2025)*, 18/11/2025, https://dtm.iom.int/dtm_download_track/87121?file=1&type=node&id=58336 [consulté le 13/11/2025]

Organisation mondiale pour la santé (OMS), *Bulletin n°10 du cluster santé - octobre 2024*, 31/10/2024, https://reliefweb.int/attachments/3b7eb1d1-13fd-4e57-90d3-f8c49b68f571/Bulletin_cluster%20sante_Octobre_2024.pdf [consulté le 05/11/2025]

Ouest-France (Douce S.), *Le Burkina Faso dans l'engrenage des massacres contre la communauté peule*, 13/04/2025, <https://www.ouest-france.fr/monde/burkina-faso/le-burkina-faso-dans-l-engrenage-des-massacres-contre-la-communaute-peule-a32adae8-186e-11f0-8663-b0a0331793f2> [consulté le 05/11/2025]

Plateforme d'analyse du suivi et d'apprentissage au Sahel (PASAS) (Hagberg S.), *Les déplacés et l'urbanisation : analyse des conséquences des déplacements des populations sur l'urbanisation accélérée des villes secondaires au Sahel*, 14/04/2025, <https://pasas-minka.fr/fr/resources/download/1238> [consulté le 05/11/2025]

Policy Center for the New South (Ammari F., Lyammouri R.), *Genèse et évolution des groupes extrémistes armés au Sahel dans un contexte de crise multidimensionnelle*, 03/2025, https://www.policycenter.ma/sites/default/files/2025-03/RP_01-25_%28Rida Lyammouri %26 Fadoua Ammari%29.pdf [consulté le 13/11/2025]

Radio France internationale (RFI) (Almeras B.), *Côte d'Ivoire: plusieurs dizaines de milliers de demandeurs d'asile burkinabè et maliens obtiennent le statut de réfugiés*, 21/11/2025, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20251121-c%3%B4te-d-ivoire-plusieurs-dizaines-de-milliers-de-demandeurs-d-asile-burkinab%C3%A9s-et-maliens-obtiennent-le-statut-de-r%C3%A9fugi%C3%A9s> [consulté le 21/11/2025]

Radio France internationale (RFI) (Koné H., Sow D.), *Burkina Faso: une semaine après l'annonce d'une tentative de putsch, l'ambiance reste tendue à Ouagadougou*, 28/04/2025, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250428-burkina-faso-une-semaine-après-l-annonce-d-une-tentative-de-putsch-l-ambiance-reste-tendue-à-ouagadougou> [consulté le 05/11/2025]

Radio France internationale (RFI), *Burkina Faso: des commerçants disparus réapparaissent au front dans des vidéos*, 21/07/2025, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250721-burkina-faso-des-commerçants-disparus-réapparaissent-au-front-dans-des-vidéos> [consulté le 06/11/2025]

Radio France internationale (RFI), *Burkina Faso: des nombreux journalistes et magistrats ont été «enlevés»*, 14/10/2025, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20251014-burkina-faso-des-nombreux-journalistes-et-magistrats-ont-été-enlevés-une-première> [consulté le 06/11/2025]

Radio France internationale (RFI), *Burkina Faso: la fille de l'ex-ministre en exil Djibrill Bassolé libérée après plus d'un an en prison*, 25/11/2025, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20251125-burkina-faso-la-fille-de-l-ex-ministre-en-exil-djibrill-bassol%C3%A9-lib%C3%A9r%C3%A9e-apr%C3%A8s-plus-d-un-an-en-prison> [consulté le 27/11/2025]

Radio France internationale (RFI), *Burkina Faso: le frère du roi des Mossis enlevé à Ouagadougou*, 02/05/2025, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250502-burkina-faso-le-frère-du-roi-des-mossis-enlevé-à-ouagadougou> [consulté le 06/11/2025]

Radio France internationale (RFI), *Burkina Faso: plusieurs officiers de l'armée arrêtés sur fond de rumeur de coup d'État*, 20/04/2025, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250420-burkina-faso-plusieurs-officiers-de-l-armée-arrêtés-sur-fond-de-rumeur-de-coup-d-état> [consulté le 06/11/2025]

Radio France internationale (RFI), *Burkina Faso: troisième anniversaire du putsch sans recul réel du terrorisme*, 30/09/2025, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250930-burkina-faso-troisième-anniversaire-du-putsch-sans-recul-réel-du-terrorisme> [consulté le 22/10/2025]

Radio France internationale (RFI), *Côte d'Ivoire: plusieurs dizaines de milliers de demandeurs d'asile burkinabè et maliens obtiennent le statut de réfugiés*, 21/11/2025, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20251121-c%3%B4te-d-ivoire-plusieurs-dizaines-de-milliers-de-demandeurs-d-asile-burkinab%C3%A9s-et-maliens-obtiennent-le-statut-de-r%C3%A9fugi%C3%A9s> [consulté le 27/11/2025]

Radio France internationale (RFI), *Réfugiés burkinabè au Mali: «Nous sommes confrontés à une situation humanitaire critique»*, 22/08/2024, <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/invit%C3%A9-afrique-midi/20240822-r%C3%A9fugi%C3%A9s-burkinab%C3%A8-au-mali-nous-sommes-confront%C3%A9s-%C3%A0-une-situation-humanitaire-critique> [consulté le 28/11/2025]

Radiodiffusion télévision du Burkina (RTB), *Carte administrative du Burkina: le Burkina compte désormais 17 régions et 47 provinces* [vidéo], 02/07/2025, <https://www.youtube.com/watch?v=Ku8BoaYcKfq> [consulté le 13/11/2025]

Reporters sans frontières (RSF), *Burkina Faso : une reprise inquiétante des arrestations de journalistes*, 13/10/2025, <https://rsf.org/fr/burkina-faso-une-reprise-inquietante-des-arrestations-de-journalistes> [consulté le 06/11/2025]

Reporters sans frontières (RSF), *Kalifara Séré de retour, six journalistes toujours portés disparus ou enrôlés de force dans l'armée : RSF interpelle les autorités burkinabé*, 15/07/2025, <https://rsf.org/fr/kalifara-seré-de-retour-six-journalistes-toujours-portés-disparus-ou-enrôlés-de-force-dans-l-armée> [consulté le 06/11/2025]

Reporters sans frontières (RSF), *SÉCURITÉ - Ils ont tué, emprisonné, violenté les journalistes*, 31/10/2025, <https://rsf.org/fr/protagoniste-sécurité-ils-ont-tué-emprisonné-violenté-les-journalistes-3> [consulté le 06/11/2025]

Reuters (Miridzhanian A., Aksar M.), *Rise in al Qaeda attacks revives spectre of West African caliphate*, 17/07/2025, <https://www.reuters.com/world/europe/rise-al-qaeda-attacks-revives-spectre-west-african-caliphate-2025-07-17/> [consulté le 05/11/2025]

SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement, *Voyager au Burkina Faso : Conseils aux voyageurs*, 29/10/2025, <https://diplomatie.belgium.be/fr/pays/burkina-faso/voyager-au-burkina-faso-conseils-aux-voyageurs/climat-et-catastrophes-au-burkina-faso> [consulté le 13/11/2025]

The Africa report (Bojang Sh.), *Burkina Faso: Will Ouagadougou fall to jihadists?*, 22/10/2025, <https://www.theafricareport.com/395752/burkina-faso-will-ouagadougou-fall-to-jihadists/> [consulté le 06/11/2025]

The Conversation (Olayinka A.), *Terrorisme au Sahel : pourquoi les attaques contre les bases militaires se multiplient et comment y répondre*, 10/07/2025, <https://theconversation.com/terrorisme-au-sahel-pourquoi-les-attaques-contre-les-bases-militaires-se-multiplient-et-comment-y-repondre-260777> [consulté le 22/10/2025]

The Conversation, *Les routes d'Afrique de l'Ouest, terrain d'affrontements privilégié des groupes terroristes*, 12/09/2025, <https://theconversation.com/les-routes-dafrrique-de-louest-terrain-dafrontements-privelegie-des-groupes-terroristes-259188> [consulté le 05/11/2025]

The Guardian (Egbejule E.), *Sahel-based jihadists are extending their reach. Can a fractured region push back?*, 18/10/2025, <https://www.theguardian.com/world/2025/oct/18/sahel-based-jihadists-are-extending-their-reach-can-a-fractured-region-push-back> [consulté le 06/11/2025]

The Guardian (Kaamil A.), *'We would turn up to find books on fire': the teachers risking kidnap and death to keep Burkina Faso's schools open*, 10/01/2025, <https://www.theguardian.com/global-development/2025/jan/10/we-would-turn-up-to-find-books-on-fire-the-teachers-risking-kidnap-and-death-to-keep-burkina-fasos-schools-open> [consulté le 06/11/2025]

The Washington Post (Chason R.), *The coup leader*, 19/02/2025, <https://www.washingtonpost.com/world/interactive/2025/africa-sahel/military-coups-african-nations-sovereignty/> [consulté le 13/11/2025]

The Washington Post (Chason R.), *The militia commander*, 19/02/2025, https://www.washingtonpost.com/world/interactive/2025/africa-sahel/militias-islamic-extremism-violence/?itid=co_af-coupleader-title [consulté le 13/11/2025]

Timbuktu Institute, *Météo du Sahel et de l'Afrique de l'ouest juin 2025 Analyse de l'actualité politico-sécuritaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest*, 07/2025, <https://timbuktu-institute.org/media/attachments/2025/07/10/mto-sahel-juin-2025.pdf> [consulté le 13/11/2025]

Timbuktu Institute, *Offensive du JNIM : Entre « Jihad » économique et menace des intérêts étrangers*, 03/11/2025, <https://timbuktu-institute.org/media/attachments/2025/11/03/offensive-du-jnim-entre-jihad-conomique-et-menace-des-intrts-trangers.pdf> [consulté le 06/11/2025]

United Nations Population Fund (UNFPA), *Dashboard du Domaine de Responsabilité Violence basée sur le Genre, Coordination nationale (Septembre 2025)*, 04/11/2025, https://reliefweb.int/attachments/ec1597b9-d2b6-41f0-8b9e-0b9ba13ac414/Burkina_Faso_Dashboard_AoR_VBG_Septembre_2025.pdf [consulté le 13/11/2025]